

## **Les 12 travaux d'Hercule**

Ils sont au nombre de 12 comme ceux réalisés par Hercule, ils sont l'attente de plus de 100 millions d'habitants... Hercule, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, autant de travaux à assumer. Si l'un fait partie de la mythologie, l'autre est de notre temps et bien réel.

## Table des matières

- Intégration	page 4
- Social	page 10
- Liberté d'expression	page 16
- Education	page 21
- Culture	page 26
- Emploi	page 39
- New-néo-colonialisme	page 43
- Guerre à l'Est	page 56
- Tribalisme	page 58
- Corruption	page 65
- Politique	page 70
- L'avenir	page 72

## **Qui est Hercule ?**

Zeus souhaite avoir encore un fils fort et endurant, capable de monts et merveilles, d'aventures et d'exploits. Il jette son dévolu sur une mortelle. Pour mieux la séduire, il prend les traits de son mari. Héra, sa femme ne le lui pardonne pas et use de tout son pouvoir pour jalonner d'embûches la vie d'Héraclès. C'est dans son berceau qu'Hercule réalise son premier exploit : étrangler deux serpents envoyés par Héra pour l'assassiner. Héra n'en reste cependant pas là et rend fou Hercule qui tue sa femme et leurs enfants. Épris de remords, désespéré, il se rend à Delphes pour demander conseil à l'Oracle. La pythie lui explique que pour expier son crime, il doit servir son cousin le roi Eurysthèse durant 12 ans, et accomplir les travaux que le roi exige de lui.

## **Qui est Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo ?**

Elu Président de la RDC en décembre 2018, il est né en 1963 et est le fils de l'ancien premier ministre Etienne Tshisekedi. Va-t-il renouveler son mandat en décembre 2023 ? Personne ne le sait et quand bien même, l'idée de cet ouvrage n'est pas de revenir sur les conditions qui ont vu le Président arriver au pouvoir ni de savoir s'il va poursuivre sa tâche après un premier mandat, mais bien de vous livrer une perception toute personnelle de ce que je vis ici dans cet immense pays dont on se demande comment on peut le gérer. Ce sont des textes écrits suite à des rencontres, des expériences vécues qui laissent à penser que le travail qui a débuté est loin d'être terminé et qu'il faudra sans doute un nombre incalculable d'années pour y arriver.

Bien souvent également, vous y trouverez nombre de comparaison avec mon pays de naissance, bien loin d'être vierge sous tous rapports, comme l'Occident d'ailleurs. Nombre de faits sont connus aussi, soit on s'en moque, soit on s'en indigne quelques minutes puis l'on vaque aussitôt à ses « affaires ».

12 travaux que j'ai tenté de classer en différentes catégories même si certains textes s'entrechoquent, se mélangent et auraient pu se retrouver dans plusieurs travaux.

On me dira sans doute que je me mêle de choses qui ne me regardent pas, que je ne suis ni de père, ni de mère. Je vois un peuple en souffrance, je vois, j'observe. Dois-je cependant me taire ?

## INTEGRATION

Voilà un des premiers travaux pour lequel le pays a des choses à mettre en place (accroître la surveillance aux frontières quant à la prolifération d'entrées illégales de certaines nationalités afin d'éviter la dérégulation du marché de l'emploi), mais qui dépend surtout du bon vouloir de l'expatrié. Nul ne peut arriver dans un pays hôte sans parler d'intégration. Ce n'est pas la première pour moi, peut-être pas la dernière non plus, même si les racines sont maintenant plus ancrées qu'elles ne le furent à mon arrivée. Lorsque vous vous intéressez à l'autre, les choses vont relativement vite et vous saisissez bien mieux les différences de mœurs, de coutumes. Cela vous permet alors de mieux comprendre le pourquoi de tels ou tels actes. Quant à les accepter, c'est autre chose.

Mon rêve avait pris demeure. S'étant construit pendant de nombreuses années, parfois secrètement, parfois même sans que je ne m'en rende compte. Une espèce de chemin que j'arpentais sans trop savoir où j'allais. Le destin a alors pris les commandes, j'étais libre et mon envie allait m'y pousser. Tout cela est bel et bien étrange aux yeux de celui qui ne me connaît pas, de celui qui ne voyage pas et qui est incapable de tomber amoureux de ce qu'il voit, de ce qu'il vit. Mais, alors que cet amour m'avait poussé à déposer ses valises, je me suis réveillé un jour ailleurs que là où je pensais vivre, là où je pensais clore le chapitre de ma vie.

Irrémédiablement, toute chose a une fin. C'est ainsi. Dès le moment où l'on naît, on sait que la mort sera au bout du chemin. Je ne la crains pas. Et puis naître c'est mourir. Renaître aussi.

Mes voyages entre le continent noir et ma terre de naissance m'ont donné l'occasion de me poser à différents endroits du globe avec comme mot d'ordre l'intégration. Je ne peux imaginer autre chose. Cela me semble être du domaine de la normalité. Tout homme décidant de s'installer se doit de s'intégrer, d'apprendre les us et coutumes des populations qui l'accueillent. Cette vision naturelle des choses n'est pas toujours acceptée, ce qui m'a valu parfois des déboires. Déboires que je ne regrette pourtant pas avec le recul, même si j'en ai souffert. Bien des années plus tard, j'ai retrouvé l'Afrique, j'ai retrouvé une autre Afrique ; elle a évolué, grandi malgré les terribles épreuves qu'elle subit encore. J'y ai pris mes quartiers une

première fois en famille, j'avais dû la quitter, la mort dans l'âme. Les souvenirs jaillissent, mais le présent a néanmoins mainmise sur le passé.

Accepté, dans un premier temps comme une bête curieuse à mon arrivée en RDC par les expatriés en place depuis belle lurette, puis rejeté dès le moment où l'intégration fut à son apogée avec un mariage que l'on aime nommer mixte, je m'en suis rapidement amusé connaissant la nature humaine.

Si l'humanité ne connaît pas encore le chemin de la paix, son humanité lui insuffle un besoin d'aider, de partager. Il aide donc, dans la mesure de ses moyens, maladroitement parfois et même souvent d'ailleurs. On connaît la difficulté qui existe dans le domaine... aider sans tomber dans la sensiblerie du misérabilisme.

Je ne suis pas philosophe. Ce n'est pas une tare, certes. Ne voyez dans ces quelques lignes qu'un sentiment, partagé ou pas, d'une situation. Que dis-je, d'une expérience de vie, d'une vie. La mienne. Parler de soi n'est pas des plus facile, parler des autres n'est pas toujours bien perçu.

Montaigne dans ses Essais (Des coches) souligne de bien belle manière la rencontre avec les sauvages, celles et ceux vivant dans la nature et non sauvage comme nous l'entendons aujourd'hui. *« Que n'est tombée sous Alexandre ou sous ces anciens Grecs et Romains une si noble conquête, et une si grande mutation et altération de tant d'empires et de peuples sous des mains qui eussent doucement poli et défriché ce qu'il y avait de sauvage, et eussent conforté et promu les bonnes semences que nature y avait produites, mêlant non seulement à la culture des terres et ornement des villes les arts de l'Occident, dans la mesure où ils auraient été nécessaires, mais aussi mêlant les vertus occidentales aux vertus originelles du pays ! Quel progrès eut-ce été, et quelle évolution pour le monde entier, si les premiers exemples et actes présentés par les nôtres à ces peuples les avaient appelés à l'admiration et imitation de la vertu, et avaient dressé entre eux et nous une fraternelle société et compréhension ! Combien il eût été aisé de faire son profit d'âmes si neuves, si affamées d'apprentissage, ayant pour la plupart de si beaux commencements naturels. »*

L'Histoire nous a appris qu'il n'a point été suivi en la matière alors que nous ne cessons de lancer à qui veut l'entendre que se souvenir permet de ne plus commettre les mêmes erreurs.

## **Terres, identités, voyages, itinérance...**

### ***Identité***

Lorsqu'il s'agit de parler d'identité, l'on se réfère souvent à un petit bout de papier mentionnant notre origine ; la terre ou plutôt le lopin de terre qui nous a vu naître et que l'on s'approprie erronément depuis trop longtemps. Le « nous sommes chez nous » reflète d'ailleurs bien une société malade. Cette carte d'identité, un code civil la régit d'ailleurs. Cette nationalité, on ne la choisit pas, c'est une filiation.

Pourtant, une autre identité existe. Si l'identité que je qualifierais de légale est fixe, immuable dans la plupart des cas, une autre l'est moins : l'identité personnelle, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, est en perpétuelle évolution et se construit par des rencontres, des apprentissages et des choix que l'on pose. Elle est donc unique. Hélas, nous la mésestimons, préférant ainsi rester dans une espèce d'absence de volonté d'apprendre et d'évoluer grâce à l'Autre.

### ***Itinérance***

L'itinérance, dans sa conception actuelle, fait la part belle – excusez-moi des termes précités – à la problématique des sans-abris. Là n'est, bien entendu, pas mon propos. J'y vois davantage le voyage et la rencontre. Telle est ma définition du mot.

Belge, d'identité légale, je me suis construit et me construis encore une identité personnelle à travers les rencontres et expériences vécues dans différentes parties du globe. Rien de bien exceptionnel, j'en suis conscient. Cependant, j'y ai emmagasiné un flot d'enseignements d'abord de manière bien inconsciente puis, l'âge aidant, de manière plus réfléchie.

S'imprégner d'autres cultures, d'autres avis, d'autres comportements enrichit assurément l'Homme, j'en suis convaincu. Qui ne l'est pas d'ailleurs ? D'autres, illustres, l'ont découvert avant moi et écrit d'une bien belle manière. Nul besoin de voyager pour cela me direz-vous. Je ne peux que répondre par l'affirmative tout en y

ajoutant que les choses sont parfois mieux comprises en étant sur le terrain. Parler d'une coutume, d'une vie est intéressant, la vivre est intensément mieux.

Alors oui, l'itinérance est une richesse quand elle ne s'apparente pas à une fuite. Elle est un choix, un choix de l'identité personnelle.

### **Partir**

« Partir, c'est mourir un peu. Écrire, c'est vivre davantage », nous dit le philosophe André Comte-Sponville. Au XIX<sup>e</sup> siècle, Alphonse Allais écrivait, quant à lui, l'aphorisme « Partir c'est mourir un peu, mais mourir c'est partir beaucoup ». Edmond Harancourt, poète, nous a laissé « Rondel de l'Adieu » dans lequel il écrit « Partir, c'est mourir un peu, c'est mourir à ce qu'on aime... ». « Partir pour mieux revenir » fut aussi dans une précédente mission le leitmotiv de jeunes dont j'avais à m'occuper.

Partir, c'est s'éloigner de personnes, de choses connues. Partir, c'est quitter un (in) confort, c'est aussi une prise de risque, une libération, une obligation... C'est tout un tas de choses pour un tas de raisons, aussi différentes soient-elles.

Pour ma part, j'aime à paraphraser un extrait de l'œuvre de Rodolphe Girard, « Marie Calumet » : « il y avait dans ce seul mot partir un avenir plein de promesses... »

Si nous avons tous notre perception du monde et que nous fonctionnons avec des valeurs et des besoins qui nous sont propres, nous avons également tous des opinions. Certaines choses nous semblent logiques et acquises. **Cependant, il peut arriver que ces éléments logiques et acquis ne le soient pas dans le pays où vous partez vivre.** Il est donc important d'éviter le jugement, il s'agit avant tout d'observer et parfois de prendre un certain recul. Personnellement, je dois avoir quelques gênes du caméléon étant donné que je me suis toujours adapté aux différentes situations qui se sont présentées à moi.

Dépasser les frontières terrestres, sociales, d'identité légale, partir à la découverte de l'Autre me paraissent essentiels et amène parfois à une autre découverte de soi.

Une face cachée, une envie, demeurée silencieuse, qui vous explose aux yeux. Une découverte de soi qu'il est parfois difficile d'expliquer. Comme déjà énoncée lors de

l'une ou l'autre interview, la passion de l'écriture découverte relativement tôt a pris une dimension bien plus réelle, bien plus ancrée dès mon arrivée sur le continent noir. Je ne m'explique pas le pourquoi, je me dis que ce continent *est un lieu propice où la perpétuelle découverte d'autres cultures délie mon esprit et ma plume*, que je prends sans doute un peu plus de temps pour moi parce que la vie s'y déroule AUTREment.

### ***Moi***

Dès le plus jeune âge, j'ai toujours eu ce sentiment profond d'avoir manqué d'un essentiel : rencontrer l'autre pour mieux le comprendre, rencontrer l'autre pour apprendre, rencontrer l'autre pour s'épanouir, grandir encore et encore.

L'itinérance a marqué mon identité. Pas la légale, mais l'essentielle, la personnelle. « Mon monde vient d'en trouver un autre ». Je suis avant tout un citoyen ayant la terre en héritage.

J'ai déposé mes valises sur cette terre plus fertile, plus ouverte, plus riche en simplicité, en valeurs et je m'y intègre en mettant, plus souvent encore, au placard cet occidentalisme qui me semble un frein à mon développement nouveau. Faire place à une inclusion nécessaire à une meilleure compréhension. **Ouvrir les yeux, ouvrir son esprit.**

Je suis toujours en quête du comment faire, du comment ; une véritable équation à plusieurs inconnues parce que, d'une part les relations de travail sont occidentales et d'autre part, certaines n'ont pas l'envie d'intégration. Étant donné que vivre en vase clos n'est pas ma tasse de thé, le courant ne passe pas toujours bien. Je parle même parfois, dans des moments peut être d'égarements de new colonialisme. Pourtant, comme le dit si joliment Mc Candless, « le bonheur n'est réel que lorsqu'il est partagé ». Je retire du plaisir à entendre que je suis le plus africain des Belges. Cette découverte m'a aussi permis de remettre en question ma perception des valeurs au service d'un impérialisme économique.

### ***Comprendre***

Vous l'aurez compris, cette itinérance associée à une identité personnelle et à l'envie d'intégration, si elle n'est pas toujours évidente, est bel et bien l'idée que je me fais



d'une vie accomplie. Accomplie, mais pas terminée, j'ai encore beaucoup à apprendre. **Alors oui, l'identité et l'itinérance sont, pour moi, les composantes d'un mariage heureux.**

**SOCIAL**

## **Le paradoxe congolais**

Alors que 2023 vient de voir le jour et que l'eau et l'électricité sont des enjeux économiques, politiques, sociaux, techniques, environnementaux et climatiques indissociables, le décalage entre le potentiel surabondant et l'offre déficitaire subsiste !

**Rares pourtant sont les programmes politiques** mettant les deux points dans leurs priorités. En la matière, la République démocratique du Congo est le pays des paradoxes : elle est à la fois un géant par les ressources dont elle dispose, et un nain par les capacités réelles sur lesquelles elle peut s'appuyer aujourd'hui.

Quelques conséquences du manque d'eau et d'électricité :

« Lorsque l'eau et l'électricité seront accessibles à tous, l'éducation, la santé et bien d'autres domaines pourront alors faire valoir les qualités qui sont les leurs en d'autres lieux. »

## **ÉDUCATION**

- Les enfants doivent aller chercher l'eau au lieu d'aller à l'école. Ils doivent utiliser un tas de solutions inadéquates en matière de santé pour étudier le soir ;
- Les écoles sans infrastructures (Eau, Assainissement et Hygiène) deviennent des endroits à haut risque d'infections. Les écoles sans infrastructures peinent à donner le meilleur d'elles-mêmes, ce qui rend la scolarisation caduque ;
- Les écoles sans dispositifs de gestion de l'hygiène menstruelle empêchent la scolarisation des jeunes filles tous les mois dans certaines régions.

## **SANTÉ**

- Les communautés sans infrastructures et sans sensibilisation à l'hygiène sont affectées par les maladies hydriques et surchargent les centres de santé ;
- Les centres de santé sans infrastructures deviennent des endroits à haut risque d'infections et ne peuvent assurer les soins nécessaires ;
- Sans infrastructures et sans sensibilisation à l'hygiène, l'affaiblissement immunitaire peut entraîner la malnutrition ;

- Sans infrastructures et sans sensibilisation à l'hygiène, la production de nourriture (abattoir, restaurants, cantines, cuisine domestique...) devient une source de maladies.

## **ÉCONOMIE**

- Les personnes (spécialement les femmes) doivent aller chercher l'eau au lieu de travailler ;
- Certaines activités productives (notamment l'agriculture) ne peuvent pas fonctionner sans accès à l'eau ;
- Certaines activités productives souffrent sans accès à l'électricité ;
- La création d'entreprises est rendue difficile.

## **ENVIRONNEMENT/SOCIAL**

- Le manque d'accès durable à l'eau provoque une exploitation sauvage de la ressource avec un impact environnemental qui, dans certains cas, peut devenir irréversible ;
- Le manque d'électricité est un facteur d'insécurité notoire.

## **ABRIS**

- Le manque de gestion durable des ressources d'eau peut amener à une dégradation de l'hygiène dans les abris (humidité, insectes, rongeurs), voire à leur destruction qui peut même toucher des communautés entières (dans les cas d'inondations ou de glissement de terrain par exemple).

## **RÉPONSE AUX CATASTROPHES**

- Les communautés sans infrastructures et sans sensibilisation à l'hygiène ont une résilience et une résistance mineures aux catastrophes ;
- Les services sans résilience et résistance adéquates aux catastrophes peuvent contribuer aux risques sur la santé (ex. latrine inondée).

Tout cela a un coût, mais, et selon une majorité de la population, c'est avant tout un manque de volonté flagrant. Les fastes, les voyages ont aussi un coût et qu'est-ce que cela rapporte aux congolais me lance-t-on régulièrement.

**Les solutions sont pourtant là, une question évidente de volonté!** *(Solutions données sur base d'un rapport de l'Institut Français des Relations Internationales)*

La responsabilité de l'Etat est d'instaurer un cadre réglementaire, législatif et institutionnel propre à donner une visibilité à long terme et une transparence sur les conditions d'investissement jusqu'à la bonne gouvernance indispensable à la fiabilité du développement industriel et commercial du secteur. Aucun développement significatif ne sera par ailleurs économiquement possible ni durable sans la construction de marchés – et donc de projets – à des mailles provinciales, puis « communales ». De telles intégrations provinciales sont indispensables à la fois pour mutualiser les investissements, pour augmenter la taille des marchés potentiels, rationaliser le déploiement des infrastructures, optimiser leur maintenance et sécuriser leur gestion à travers des standards communs.

En matière d'électricité, l'Europe à partir de la fin du XIXe siècle et jusqu'à la période de l'après-guerre, plus récemment la Chine et l'Inde, n'ont pas procédé autrement en commençant par asseoir un système électrique centralisé techniquement performant et économiquement compétitif, capable de générer de nouvelles richesses, de nouvelles capacités d'investissement, lesquelles irriguent progressivement les différents secteurs économiques et toutes les couches sociales pour finir par atteindre les plus démunies.

Autre point de passage obligé, encore insuffisamment traité : l'investissement doit aussi se porter massivement sur la formation des personnels et sur les transferts de compétences dans l'ensemble des classes de métiers, depuis les décideurs chargés des politiques, jusqu'aux techniciens. Ces besoins affectent la quasi-totalité des compagnies nationales, et concernent au premier chef les nouveaux métiers liés aux programmes qui seraient alors mis en place.

La pérennité des efforts financiers et techniques qui seront consentis ces prochaines années ne sera garantie qu'au prix d'un engagement équivalent sur les compétences

humaines. Enfin, il reste à mener une réflexion sur les choix technologiques, car ils joueront un rôle clé. Face à certains raisonnements parfois idéalistes ou trop théoriques (l'énergie solaire vue comme la panacée, l'électrification de toute l'Afrique à partir du site hydroélectrique d'INGA en République démocratique du Congo...), il paraît urgent de remettre au cœur des discussions des raisonnements pragmatiques qui s'appuient sur la performance économique des systèmes envisagés, leur adaptabilité technique à un contexte donné (quelles sont les ressources localement disponibles, quels sont les besoins en consommation aujourd'hui, demain), sans oublier bien sûr l'acceptabilité sociale, environnementale et climatique.

### **Consommons « local »**

Sans prétendre à la Vérité mais en réponse à celles et ceux qui disent que la RDC se meurt et que rien n'est fait pour changer les choses, je me dis que si chacun se décide de ne plus être attentiste dans l'espoir d'une action « divine » et donc de proposer une idée, une solution (tout en la mettant personnellement en pratique), le pays ne s'en portera pas plus mal, au contraire.

« Critiquer, dénoncer, c'est un devoir de citoyens, proposer l'est tout autant et agir est encore mieux ». Sachez cependant qu'à partir du moment où les Hommes se mettent ensemble, tout est possible...

### **CONSOMMONS LOCAL !!!**

- Pour le plaisir avant tout

Les fruits et légumes de chez « nous » offrent une qualité et une fraîcheur dont nos papilles raffolent. Les enfants vous le diront : on a tendance à l'oublier, mais nos terres agricoles produisent une grande diversité de produits, de tous temps ;

Les artisans, les techniciens peuvent être en cas de problèmes rapidement « être chez vous ».

- Parce ce que c'est un choix de santé

Puisque les produits destinés à la consommation locale n'ont pas à supporter de longs trajets, ils sont cueillis à maturité et voyagent peu avant d'atteindre notre assiette. Manger local permet de bénéficier d'aliments d'une fraîcheur exceptionnelle et d'une plus grande qualité nutritive.

- Pour soutenir l'économie locale

Manger ce qui pousse et ce qui se fait ici, c'est à la fois encourager les producteurs, les familles et soutenir l'économie locale dans son ensemble.

- Pour un impact social positif

En privilégiant les produits et techniques d'ici, on garantit une occupation dynamique des terres agricoles et de l'activité commerciale puisque l'argent dépensé circule localement, créant un effet multiplicateur à l'échelle de la communauté. Cela permet également de préserver le patrimoine : le savoir-faire des agriculteurs, des pêcheurs, la diversité des cultures, le paysage agricole, la fierté de leur production, etc. De plus, on maintient un lien avec ces personnes tout en développant un sentiment d'appartenance au sein de la société.

- Parce que c'est un choix environnemental

En consommant les produits de la RDC, on réduit les distances parcourues par ces mêmes produits et les impacts négatifs du transport sur l'environnement.

Manger des produits locaux et de saison permet d'apprécier vos fruits et légumes préférés lorsqu'ils regorgent des plus belles saveurs.

En privilégiant l'achat de produits en vrac (par exemple avec un grand sac acheté sur les marchés), les aliments nécessitent moins de transformation et d'emballage. Cela permet de réduire la quantité de déchets (sachets noirs) qui finissent sur la rue et qui dénaturent le pays.

## **Il coulait des larmes et moi de l'encre**

Il me parlait de mine, j'ai donc pris la plume. Il l'avait déconfite, je l'avais hésitante. Ce n'est qu'après une écoute attentive que je compris qu'elle était de cobalt. Il coulait les larmes et moi de l'encre...

Dans les mines, les tunnels sont meurtriers. Beaucoup l'ont écrit sur le papier parce que cela dépasse l'entendement autorisé. Les tunnels sont un espoir de vie qui se referme souvent sur des enfants jamais rendus à leurs familles. Ils restent au fond de la mine que je n'ai que pour écrire ces quelques lignes.

## LA LIBERTE d'EXPRESSION

**La presse en RDC est-elle, comme ailleurs, considérée comme le 4e pouvoir ?**

En mai 2019, des journalistes ont réfléchi aux moyens de faire des médias un 4e pouvoir en RDC sous le thème « **Médias comme 4e pouvoir en République Démocratique du Congo : Quel type de journalisme ?** ». En partenariat avec l'UNESCO, le BCNUDH, l'UNPC et JED.

Lisez UNESCO, Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, Union nationale de la presse du Congo et Journaliste en danger.

Ce thème a été inspiré par le discours d'investiture de l'actuel Chef de l'État, qui a affirmé son engagement en faveur de la promotion d'une presse libre, indépendante et plurielle. En effet, le président Tshisekedi voulait voir la presse jouer véritablement son rôle de quatrième pouvoir au service de la nation, reconnaissant ainsi le rôle important dans la société congolaise des moyens de communication et d'information.

Pendant ce forum, il a aussi été dit que les médias pouvaient être un canal de violation des droits de l'homme par la diffamation et l'injure et que des mécanismes de contrôle devaient être mis en place. La ministre intérimaire des Médias et Communication, Marie-Ange Mushobekwa, dans son mot d'ouverture des travaux annonçait qu'il existait « 70 chaînes de télévision, 300 radios et 200 titres de journaux... » (à Kinshasa, je présume), témoignant ainsi que la presse est véritablement un quatrième pouvoir en RDC (...)

Une première réflexion me vient alors à l'esprit quant aux propos de la ministre : en quoi pléthore de médias signifie-t-elle quatrième pouvoir quand on sait également que bon nombre de médias sont créés par des élu. e. s en vue de préparer des élections ?

### **Remontons le temps**

C'est très tôt que la presse s'est imposée comme un nouveau pouvoir remettant en cause le modèle arrêté par Montesquieu. C'est dès 1787 qu'on parle d'un « quatrième pouvoir ». Ainsi, dans « De la démocratie en Amérique (1833) », Alexis



de Tocqueville retrace une nouvelle classification du pouvoir, à savoir le pouvoir central (exécutif, législatif et judiciaire), le pouvoir local (les pouvoirs fédérés), le pouvoir associatif (les lobbies) et enfin la presse écrite.

### **Qu'en est-il aujourd'hui ?**

Aujourd'hui, les moyens de communication de masse ont pris dans notre société et chez les individus une place de plus en plus importante, à tel point qu'on parle d'une « société de consommation ».

#### Le web

Sur le web, nous retenons la profusion des **fake news** mettant ainsi à mal la perception que les internautes peuvent avoir de la véracité des faits. L'immédiateté de l'info prime maintenant au risque de ne plus vérifier les sources et l'esprit critique nécessaire passe au second plan pour autant qu'on l'exerce encore. **La presse** est également touchée par ce phénomène, mais pour d'autres raisons également, raisons qui peuvent être dues à la manière dont sont considérés les journalistes ici en RDC.

#### Les questions pleuvent

La presse est-elle une société de consommation, la presse est-elle vraiment le contre-pouvoir qu'elle prétend être ? **Ici en RDC, elle apparaît de plus en plus sous contrôle**, perdant ainsi ce qui faisait sa force et sa légitimité : son autonomie.

Dans son mémoire sur le thème « **La déontologie de la presse en RDC** » (2020-2021), NTUMBA KABAMBA MANASSE nous dit ceci : « La presse congolaise est devenue le terrain des dérapages continuels, la politique a pris les dessus sur l'éthique et la déontologie de journaliste au point où nous avons maintenant une presse propagandiste et des journalistes qui se sont transformés en militants. »

Et il ajoute : « Malgré la mise en place depuis 2004 des principes de déontologie de la presse en R.D.C, le constat sur terrain reste amer dans la mesure où il n'y a pas un jour qui passe sans qu'il ait la diffusion des messages diffamatoires, des injures et nous avons à longueur des journées des informations non vérifiées sorties d'une

investigation ayant un soubassement d'une source non crédible. (...) L'univers de la presse en République Démocratique du Congo est marqué depuis l'alternance pacifique du pouvoir entre le président honoraire J. Kabila Et F. Tshisekedi, président en exercice par un dérapage accru des journalistes caractérisé par des propos diffamatoires, des injures non recadrées des invités sur les plateaux des émissions ou dans la publication des revues de presse.

(...) la sphère médiatique congolaise est submergée par des journalistes politiciens qui montrent leurs couleurs et positions politiques ignorant complètement la loi de neutralité que martèle l'éthique déontologique congolaise. »

Re-question : la presse est-elle autonome en RDC ? Poser la question, c'est déjà une réponse affirment certains spécialistes.

Janvier 2022

Le 25 janvier 2022, le président Félix Tshisekedi a lancé les travaux des états généraux de la communication et des médias à Kinshasa. Ces assises ont eu pour thème principal : « **Les médias congolais : quelles perspectives à l'ère du numérique et des enjeux et défis du développement durable** ».

Ces états généraux visaient à jeter un regard rétrospectif sur les pratiques de la presse et de la régulation des médias et de dégager les perspectives d'avenir au moyen d'un dialogue proactif et inclusif entre les parties prenantes.

Dans son discours, Félix Tshisekedi reconnaissait les difficultés auxquelles font face les journalistes dans l'exercice de leur métier et disait attendre les résolutions des travaux pour voir dans quelle mesure accompagner la presse dans son volet viabilité économique.

*« Je suis conscient de vos difficultés qui sont inhérentes au contexte économique général du pays. La pauvreté des médias est l'une des formes les plus dangereuses de la pauvreté parce qu'elle empêche les populations d'être pleinement informées de la marche de leur pays et du monde. Je serai heureux de connaître les conclusions de vos échanges sur la viabilité économique des médias et nous verrons dans la*

*mesure du possible comment nous pouvons nous impliquer pour relever ensemble ce défi et avoir des médias puissants capables de mieux nous accompagner dans la marche pour le changement de narratif en République Démocratique du Congo ».*

Je n'ai, à ce jour, pas eu vue sur le rapport de ces assises. Peut-être que vous, chers lecteurs, en avez pris connaissance ?

Mai 2022

« Les journalistes et les médias congolais restent exposés aux diverses pressions et censures, aux arrestations arbitraires et aux menaces directes et indirectes » annonce Journaliste en danger en mai 2022....

### **Alors quid ?**

La presse ne doit-elle pas être indépendante tel un véritable 4<sup>e</sup> pouvoir et rester un contre-pouvoir permettant de préserver la démocratie d'autant qu'elle influence le comportement des individus ? Je le pense, mais lorsqu'un journaliste doit, pour nourrir sa famille, « trouver le pain », ne vous étonnez pas de voir encore subsister Fake news, désinformations, allégories des uns, haine des autres...

### **Journaliste en RDC**

De manière générale, le métier de journaliste devient de plus en plus compliqué. Au nom de la sacro-sainte immédiateté de l'information, la rapidité de publication devient même l'objectif prioritaire des rédactions quitte, en cas d'erreur ou d'omission, à s'excuser ou à tout simplement passer sous silence les flops commis. Et je ne vous parle pas d'une syntaxe devenue le cadet des soucis de bon nombre d'entre elles.

Il n'est pas des plus simples d'être journalistes, l'accès à l'information étant ce qu'il est. Il est en effet parfois bien difficile d'y avoir accès. De plus, une certaine méfiance s'est installée entre les médias et la population.

## Métier précaire

Les raisons sont multiples : certains reporters, en effet, font passer leurs intérêts avant l'information censée être neutre, censée relater les faits tels qu'ils se sont produits.

A leur décharge et sans pour autant les excuser, les maigres salaires, voire même l'absence totale de contrat font qu'ils acceptent de l'argent de leurs sources d'informations (1) et dénaturent donc l'information qu'ils transmettent. Cela revient parfois à dire qu'ils sont plutôt des « publicitaires » payés par une marque voire même des désinformateurs ! D'autres sont même instrumentalisés par les forces politiques en présence...

Ces quelques pratiques ne donnent pas une bonne image du métier et cela se ressent fortement au sein de la population. Que n'entend-on pas des « il est à la solde de..., il a été payé pour... ».

**Ventre affamé n'a point d'oreille, la main qui donne est celle qui commande : deux adages qui résument bien la situation de quelques-uns en la matière (2).**

Comment dès lors distinguer le vrai du faux ? La question reste posée et ce n'est pas la tournée des réseaux sociaux qui vous y aidera.

Sur le terrain, il n'est pas toujours aisé non plus de pratiquer ce métier car les tracasseries policières, les arrestations arbitraires et la confiscation du matériel sont monnaie courante...

## L'avenir

Des améliorations des conditions de travail sont promises, espérons qu'elles soient tenues.

(1) Le coupage, pratique consistant à donner de l'argent à un journaliste qui vient de vous interviewer ou qui a participé à votre activité. C'est ainsi que beaucoup de journalistes arrivent à joindre les deux bouts.

(2) Que doit faire un journaliste qui ne sait pas ce qu'il mangera le soir, qui doit payer son loyer, qui ne sait de quoi sera fait son lendemain, qui ne sait pas s'il sera payé en fin de mois ?

## L'EDUCATION

**L'enseignement en RDC : des intentions, des chiffres, des textes et peu de clarté !**

**Florilège d'actes, d'intentions et de promesses. Mais en réalité, qu'en est-il ?**

**2019**, il se dit que le salaire moyen de l'enseignant est passé de 90 \$ à 207 \$. La gratuité de l'enseignement de base, l'une de promesse de campagne du Président de la République, a été lancée en septembre 2019. Tous les frais ont été supprimés dans les écoles primaires, notamment la prise en charge des enseignants et du fonctionnement des écoles par les parents.

**Le 14 décembre 2020**, le président Félix Tshisekedi a fait l'état de lieu de la mise en œuvre de la politique de gratuité de l'enseignement de base, à l'occasion de son discours sur l'état de la nation.

**En 2020**, grâce à l'application de l'article 43, environ 4 millions d'enfants ont été scolarisés, 230 536 enseignants (nouvelles unités) payés, a indiqué Félix Tshisekedi devant le congrès. Et d'ajouter, « *à travers cette politique le salaire de base de l'enseignant a atteint le seuil de 100 dollars, avec la réduction des charges des parents* ».

Sur le terrain, la réalité est toute autre. Les enseignants ont perdu environ 20 % de leur pouvoir d'achat depuis janvier 2020, à cause de la fluctuation du taux de change. 160.000 FC, qui représentaient 100 USD en janvier 2020, aujourd'hui cela équivaut à 80 USD. A une certaine époque, le salaire minimum d'un professeur d'université débutant était de 1 800 000 FC avec un taux était de 920 francs pour 1 dollar américain. Aujourd'hui le taux est de 2 000 francs pour 1 dollar. A l'intérieur du pays, de nombreux enseignants affirment bénéficier moins de 100 USD, malgré la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement.

**Août 2021**, lors du sommet sur l'éducation de Londres, la RDC, par la voix de Pr Tony Mwaba Kazadi s'est engagée à accroître le budget du secteur de l'éducation à hauteur de 22 % du budget national.

**2 août 2021**, Le ministère de l'enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) a , en grandes pompes, mis quelques enseignants de « hauts grades » à la retraite via une prime de 13 mois de salaires (2 500 \$), chacun recevant en plus un congélateur et une promesse de garantie de soins de santé et d'une rente de survie mensuelle.

Et les enfants dans tout cela ?

Intentions, chiffres et peu de clarté quand on sait que L'éducation est un puissant agent de changement. Elle améliore la santé et les moyens de subsistance, contribue à la stabilité sociale et stimule la croissance économique à long terme.

### **Ecoles privées – Ecoles publiques**

Depuis quelques années déjà, les écoles tant publiques que privées font couler beaucoup d'encre dans notre pays. Des propos relayés par certaines autorités et la presse revoient ainsi le jour : « L'enseignement en République démocratique du Congo est devenu comme un business... C'est pourquoi, certaines écoles ne visent pas la qualité de la formation, mais les promoteurs ou les préfets de ces écoles se focalisent sur l'aspect pécuniaire. Pour eux, l'essentiel, c'est de gagner beaucoup d'argent » ou « créer une école, c'est aussi une façon de faire face à la pauvreté. En conséquence, notre système éducatif est affaibli. Certes, il existe des écoles privées, réputées pour avoir une formation de valeur. Mais la qualité reste rare dans ces écoles, le business dans l'éducation détruit sa mission même. Une régulation sérieuse s'avère nécessaire et l'Etat est appelé à prendre ses responsabilités ».

Si le Ministre tente de prendre des mesures contre ce phénomène, force est de constater que l'intérêt financier prend souvent le pas sur l'objectif principal d'une école. Et tous les subterfuges sont bons pour arriver à ses fins, y compris les « laboratoires » pendant les examens d'Etat, assurant ainsi le fameux 100 % que l'on retrouve sur les publicités de rentrée. A la veille de chaque rentrée scolaire : communiqués, messages radiodiffusés, affiches et publicités de tout genre sont propagés partout ; on inonde le marché à coups de slogans, de publicités mensongères parfois.

Dans certains établissements privés, l'enfant que l'on pourrait dire « roi » est davantage un portefeuille sur pattes, laissant ainsi certains conflits avec les

enseignants dégénérer et voir les professeurs, lassés, démissionner ou se faire éjecter « manu militari » par le grand manitou qu'est le promoteur.

Immersion au sein d'une de ces écoles privées

Voulant en savoir davantage sur les écoles privées, j'ai intégré pendant une année en tant que gestionnaire l'un de ces établissements.

Plus d'une année édifiante !

- L'enfant, dans cet établissement, est davantage considéré comme un portefeuille sur pattes, même si les professeurs vous disent les aimer, les former. La réflexion qui vous revient sans cesse est qu'ils travailleraient mieux s'ils étaient payés correctement et à temps ;
- Certains professeurs disposent d'un numéro INSS reçus d'autres établissements fréquentés, d'autres n'en ont pas et quand bien même, rien n'y est versé par l'école. L'onem ne dispose pas des dossiers des enseignants et quelques-uns n'ont d'ailleurs pas de contrat, des salaires rabotés et payés en retard ;
- les directions, ancrées dans leurs (mauvaises) habitudes, font juste le strict minimum et, dès que l'occasion se présente, arrondissent leurs fins de mois par différents stratagèmes parce qu'elles savent que quoi qu'il arrive, jamais d'augmentation salariale elles verront. L'impunité au sujet des malversations (connues) est une sérieuse entrave au bien-être des enfants scolarisés ;
- Les bus scolaires n'ont aucun document, ni d'assurance ;
- Des frais supplémentaires (frais connexes) sont annoncés aux parents une fois l'inscription et le minerval payé, ce qui laisse entendre que la publicité de départ est mensongère ;

Si le défi paraissait intéressant au départ, je me suis rapidement rendu compte que la dérive était totale : l'argent y est roi et personne ne peut y toucher à part le promoteur et ses acolytes. Ajoutez à cela un chef d'établissement, avec consentement, qui considère les professeurs comme du bétail et qui arrondit ses fins de mois par différents procédés connus de tous, mais pour lesquels on préfère se taire et le tableau est presque complet. Inutile de vous faire un dessin également à propos de la tenue des examens d'Etat pendant lesquels seuls le chef d'établissement, et parfois un directeur, et les inspecteurs ont le droit de se retrouver dans les centres d'examen, ce que l'établissement est. Doit-on se demander les raisons? C'est

l'omerta, point barre. On sait, on ne dit rien ! Ce qui est de notoriété publique, ce sont les pleurs des universités lorsqu'elles reçoivent les diplômés.

Pourtant aux alentours, des établissements du même type fleurissent et se développent correctement et avec succès : une autre politique, plus juste, plus centrée sur l'enfant et les rentrées d'argent sont donc possible. Ces établissements grandissent parce qu'ils ont compris que le développement d'un établissement nécessite des investissements au niveau culturel, éducationnel et ne se résume pas à vendre des uniformes hors de prix, à demander aux parents de mettre la poche au portefeuille sans cesse,...

Tout cela est vrai, les menaces reçues aussi !

### **L'examen d'Etat en RDC**

Les examens d'Etat hors session ont débuté ce lundi 23 mai 2022 sur toute l'étendue du territoire. De quoi relancer la polémique de la corruption selon ce qui s'écrit sur le web. A tort ou à raison, chacun se fera son opinion ! Les propos sont durs, relayés, de nature publique dit-on aussi. De quoi se poser des questions. Il y va de l'avenir du pays disent certains parents. Je vous les livre sans jugement, ils ne m'appartiennent pas. Osons lancer le débat que les propos soient vrais ou pas, car chaque institution a toujours des points faibles.

*« Il est navrant de constater le niveau de dégradation de notre société au sein de laquelle la corruption est devenue une sorte de cancer nécessitant une intervention chirurgicale rapide. Ce fléau se présente même en milieu scolaire, aux examens d'État. Les pratiques des examens d'État sont objets de corruption à des degrés divers. Le constat est alarmant. Les examens d'État se déroulent dans un climat malsain. La démission, voire la complicité des parents et des surveillants, le silence de l'État et le mutisme des partenaires de l'éducation en général participent à l'aggravation du phénomène.*

*(...) En salles d'examens, les filles candidates vont plus loin que les candidats du sexe opposé. Elles rivalisent en soins corporels et en regards spécialisés pour assouvir leurs intentions et leurs désirs. La plupart des parents ne sont pas innocents. Ils sont tantôt les témoins muets, tantôt les complices. Ils n'hésitent pas à verser de l'argent aux directeurs d'école malhonnêtes contre l'inscription frauduleuse*



*de leurs enfants sans niveau ou ne respectant pas les conditions requises par le ministère. Les examens font l'objet de tractations de la part de ces parents dont "l'amour" est d'une subjectivité aveugle. Ne se souciant pas de l'organisation du travail de leurs enfants, ils veulent qu'ils réussissent au prix de n'importe quel sacrifice. Que dire alors des responsables qui ferment les yeux, arrosés qu'ils sont aussi ?*

*Oui, très souvent malheureusement, ce sont des responsables (surveillants, superviseurs...) qui organisent l'escroquerie. Imaginez des "surveillants" qui font des exercices pour les candidats ou qui facilitent les échanges de feuilles de brouillon entre candidats, dérangeant ainsi toutes celles-là et tous ceux-là qui travaillent honnêtement. Que peut attendre la société de ces jeunes qui trichent aux examens ? Absolument rien. Parce que l'élève candidat qui triche aujourd'hui est certainement le citoyen de demain qui acceptera la corruption, l'injustice et la délinquance sous toutes ses formes. »*

Toutes ces anti-valeurs ternissent davantage l'image de ces épreuves certificatives. Que faire alors pour combattre ce fléau ? Que faire pour lutter efficacement contre ces pratiques afin de redorer le blason terni de ce concours ?

Une commission de contrôles indépendante serait-elle garante d'un retour aux vraies valeurs ?

Les questions des internautes sont posées... Quelles sont les réponses à y apporter ?

## LA CULTURE

« **L'Afrique est assez forte pour créer son propre domaine culturel** ». Nous sommes alors en 1966 !

Alors que les débats sur la rétrocession des œuvres d'art à l'Afrique se poursuivent dans le monde (France-Bénin, Belgique-République démocratique du Congo, etc.) et que les échanges prennent parfois des proportions virant aux insultes et au « déboulonnage » (je me suis déjà exprimé sur ces points dans différents articles), je me suis permis un petit saut dans le passé, parce que ce dernier explique parfois où en est arrivé le présent.

Nous sommes le 30 mars 1966 à Dakar à la séance d'ouverture du colloque organisé à l'occasion du premier Festival mondial des Arts Nègres. André Malraux, Ministre d'Etat français chargé des Affaires Culturelles prend la parole.

Note : à l'époque, le mot « nègre » était encore accepté, nous étions encore très proche des indépendances. N'y voyez pas matière à débat, le sujet n'est pas là. Pour clore cette parenthèse, je me réfère à Senghor qui disait qu'il était nègre et non noir. de cette négritude inventée collectivement, il a fait une fierté en tant que réponse au racisme et au colonialisme.

Voici un extrait du discours d'André Malraux...

**L'Afrique est assez forte pour créer son propre domaine culturel, celui du présent et celui du passé, à la seule condition qu'elle ose le tenter. il ne s'agit pas d'autre chose.**

« Messieurs, ce que nous appelons la culture, c'est cette force mystérieuse de choses beaucoup plus anciennes et beaucoup plus profondes que nous et qui sont notre plus haut secours dans le monde moderne, contre la puissance des usines de rêve. C'est pour cela que chaque pays d'Afrique a besoin de son propre patrimoine, du patrimoine de l'Afrique et de créer son propre patrimoine mondial.

On a dit : essayons de retrouver l'âme africaine qui conçut les masques ; à travers elle, nous atteindrons le peuple africain. Mesdames et Messieurs, je n'en crois rien. Ce qui a fait jadis les masques comme ce qui a fait jadis les cathédrales, est à jamais perdu. Mais ce pays est héritier de ses masques et peut dire : j'ai un rapport que n'a

personne d'autre. Et lorsque je les regarde et leur demande leur leçon du passé, je sais qu'ils me parlent et que c'est à moi qu'ils parlent.

Prenez entre vos mains tout ce qui fut l'Afrique. Mais prenez-le en sachant que vous êtes dans la métamorphose. Lorsque les Egyptiens, que je viens de voir, se croient descendants des pharaons, ça n'a aucune importance ; ce qui est important, c'est qu'ils se réfèrent aux pharaons et qu'ils disent : comment être digne d'eux ?

Nous Français, nous avons passé tant de siècles à nous croire héritiers des Romains. Qu'est-ce que c'était que Rome en France ? C'étaient les gens qui nous avaient tués. Mais la France est devenue la plus grande puissance romaine...

Puissiez-vous ne pas vous tromper sur les esprits anciens. Ils sont vraiment les esprits de l'Afrique. Ils ont beaucoup changé ; pourtant ils seront là pour vous quand vous les interrogerez. Mais vous ne retrouverez pas la communion en étudiant les cérémonies de la brousse.

Il s'agit certainement pour l'Afrique de revendiquer son passé ; mais il s'agit davantage d'être assez libre pour concevoir un passé du monde qui lui appartient. Les hommes se croient moins forts et moins libres qu'ils ne sont. Il n'est pas nécessaire que vous sachiez comment vous ferez votre musée imaginaire.

Est-ce que vous saviez comment vous feriez votre danse ? Est-ce que vous saviez ce que serait le jazz ? Est-ce que vous saviez qu'un jour ces malheureux fétiches qu'on vendait comme des fagots couvriraient le monde de leur gloire et seraient achetés par nos plus grands artistes ? Le mystère de la métamorphose est ici capital.

L'Afrique est assez forte pour créer son propre domaine culturel, celui du présent et celui du passé, à la seule condition qu'elle ose le tenter. Il ne s'agit pas d'autre chose. »

Ma conclusion n'en est que très simple : Osez, osons ! Il y va de votre/notre Histoire !!!

## **Comment la culture peut doper le développement économique et social en RDC ?**

Situation économique et sociale de la RDC ces dernières années selon les sources du Ministère du PLAN – Agence nationale pour la promotion des investissements.

Bref résumé des grandes évolutions de l'économie congolaise depuis 1960 jusqu'en 2019

Les grandes évolutions de l'économie congolaise peuvent être circonscrites globalement en quatre périodes, à savoir :

- 1959 à 1973 : Croissance et inflation modérée ;
- 1974-1988 : Ralentissement de la croissance et inflation ouverte ;
- 1989-mai 1997 : Déclin de la croissance, Destruction des richesses et hyperinflation ;
- Après mai 1997-2001 : déflation et hyperinflation ;
- 2002-2019 : Reprise de la croissance et d'inflation sous contrôle.

### **1. Croissance et inflation modérée**

Les efforts de redressement économique entrepris entre fin 1967 et fin 1973 ont permis de rehausser la croissance économique. Ils ont coïncidé avec un environnement international favorable porté par la hausse du cours du Cuivre. Ces deux éléments ont déterminé les résultats positifs enregistrés au cours de cette période caractérisée par une croissance du PIB réel de 2,7 % et une hausse du niveau général des prix de 27 % en moyenne annuelle.

### **2. Ralentissement de la croissance et inflation ouverte**

Cette période, marquée par une croissance de 0,03 % et une inflation de 57,6 % en moyenne annuelle, comprend deux phases :

La phase de 1974 à 1982 est caractérisée par des mauvais choix en matière de politique économique ayant abouti au surendettement du pays dans le cadre de

financement des grands travaux (INGA I et II, CCIZ, Sidérurgie de MALUKU...) sous le sceau de la corruption et de rétro-commissions.

Dans un contexte international caractérisé par deux chocs pétroliers (quintuplement et quadruplement du prix du baril respectivement en 1973 et 1976) et la chute du cours du Cuivre en 1975 (après l'échec de la stratégie mise en œuvre par le CIPEC, Conseil Intergouvernemental des Pays Producteurs et Exportateurs du Cuivre), les mesures ratées de Zaïrianisation ou nationalisation, de Radicalisation ou Étatisation et enfin de Rétrocession, la gestion peu orthodoxe des Finances Publiques, le caractère accommodant de la politique monétaire et les coûts liés à l'ajustement tardif de la politique de change (passage avec beaucoup de retards de la fixité du régime des changes au flottement) ont eu comme conséquences, l'arrêt du processus de création des richesses intérieures.

La phase de 1983 à 1989 est celle des efforts d'ajustement de l'économie grâce aux mesures d'assainissement de la politique budgétaire et des réformes entreprises au niveau de la politique monétaire (libéralisation des taux d'intérêt), de la politique de change (adoption du régime des changes flottants et assouplissement de la réglementation de change). Toutefois, ces politiques de gestion de la demande n'ont pas été relayées par des politiques de portée structurelle et des initiatives de développement.

### **3. Déclin de la croissance, destruction des richesses, hyperinflation et paupérisation généralisée de la population**

La période de 1989 à 2001 est celle du déclin de l'économie et de la société congolaise. La longue transition politique marque non seulement le couronnement de l'instabilité institutionnelle (plus de 12 gouvernements en l'espace de 10 ans) mais surtout de malaises sociaux (événements de LUBUMBASHI en 1990, conflits interethniques en 1991 et 1992, grèves, contestations populaires, villes mortes...) et économiques (hyperinflation, pillages de l'outil de production et de commercialisation des entreprises en 1991 et 1993, rupture de la coopération bilatérale et multilatérale..).

Le désordre des Finances Publiques est attesté par des déficits insoutenables du trésor financés presque exclusivement par les avances directes de la Banque Centrale avec comme conséquence la dépréciation rapide du taux de change et la hausse vertigineuse des prix intérieurs, respectivement 98 % et 9 800 % en 1994. Les conflits armés, après l'éc5hec de la Conférence Nationale, ont eu des impacts graves tant sur la situation sociale qu'économique. Au cours de cette période, le PIB Réel a reculé de 4,5 % en moyenne. La hausse du niveau général des prix a été de près de 2 000 % en moyenne. L'incidence de la pauvreté est établie en moyenne à 80 % et le taux de chômage à 84 %.

#### **4. Déflation et hyperinflation**

En mai 1997, l'Alliance des Forces Démocratiques de Libération, dirigée par le Président Laurent Désiré Kabila, prendra le pouvoir et évinça le régime du Maréchal Mobutu. Le nouveau régime en place entama un programme de reconstruction nationale et tenta d'assainir la situation économique-financière du pays, alors que le pays devait au Club de Paris 7 milliards d'euros. Le Gouvernement mis en place commença par opérer certaines réformes sur le plan économique-financier notamment, la réforme monétaire qui institua le franc Congolais. L'économie était caractérisée par la déflation pendant cette période.

En août 1998, l'économie congolaise connaîtra encore une chute drastique caractérisée par l'hyperinflation qui se poursuivra jusqu'au milieu des années 2000 et ce, à la suite de l'éclatement de la guerre imposée à la R.D. Congo par ses voisins. Le Gouvernement procédait de manière de manière récurrente aux avances de la banque centrale pour financer la guerre, et cette pratique avait entamé de manière considérable la perte de la valeur de la monnaie nationale par rapport au dollar américain. Au niveau de marché de change, le Gouvernement appliquait le taux de change fixe et dans le marché parallèle c'était le taux de change flottant.

Durant toute cette période, la problématique de l'assainissement des finances publiques était caractérisée par un échec, et la relation avec les partenaires traditionnelles dont la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International était conflictuelle.

## **5. Reprise de la croissance et inflation sous contrôle (2002 à 2019)**

Cette période était caractérisée par la reprise de la coopération multilatérale et bilatérale, l'application des politiques économiques conjoncturelles restrictives et des réformes structurelles de première génération (partenariat dans le secteur minier, guichet unique au Port de MATADI, mise en place de la chaîne la dépense, etc.

Comme conséquence : la maîtrise de l'hyperinflation (hausse du niveau général des prix de 17 % en moyenne annuelle, la relance de la croissance économique, la réduction de chômage (passant de 84 % à 40 % en moyenne) et la pauvreté de 80 % à 63 %.

A l'amorce de la période de 2002 à fin décembre 2019, et toutes choses restant égales par ailleurs, la situation économique de la R.D.C est caractérisée par l'orthodoxie de la politique économique et des performances imputables aux effets des réformes engagées qui ont permis d'importants investissements dans les secteurs minier et autres qui porte la croissance. Cette période constitue un tournant décisif pour l'économie congolaise, avec l'amélioration des taux de croissance économique, atteignant un pic de 9,5 % en 2014, associée à une baisse sensible des volatilités des prix intérieurs et une relative amélioration de l'environnement des affaires. Ladite croissance s'est ralentie à près de 2,5 % du PIB en 2016, suite à la baisse sensible des cours des matières premières occasionnant ainsi la réduction des revenus des entreprises minières. Entre 2017 et 2019, ce taux de croissance est passé respectivement à 3,7 % ; 5,8 % et 4,6 % occasionné par l'augmentation sur le marché international des cours de certaines matières dont le cobalt.

Pendant la même période, l'inflation a été maintenue suite à une politique monétaire voire budgétaire orthodoxe. En effet en l'absence des chocs extérieurs importants, le cadre macroéconomique est demeuré stable. L'évolution du taux d'inflation se présente comme suit : 15,8 % ; 4,4 % 21,3 % ;18,2 % ;27,6 % ;53,4 % ;9,8 % ;2,7 % ;1,1 % ;0,5 % ;0,8 % ;26 % ;53 % ;7,2 % et 4,4 %

Le marché de change était également caractérisé par une stabilité structurelle.

*Il sied de souligner qu'à la suite de l'avènement de la crise sanitaire mondiale causée par la pandémie de Covid-19, l'économie congolaise est affectée à l'instar d'autres pays de la planète et des mesures conjoncturelles sont en train d'être prises progressivement pour juguler les méfaits de ladite crise et permettre aux entreprises de se maintenir.*

Au niveau du marché des biens et services, il s'observe le regain de l'activité économique au cours de la décennie 2000, lequel est resté principalement marqué par les performances enregistrées au niveau du secteur primaire (principalement l'extraction minière et pétrolière). En effet, entre 2010 et 2014, la contribution moyenne de ce secteur à la croissance a été de 67,9 %, nettement supérieure à sa contribution moyenne avant 2009 qui s'élevait à environ 17,6 % entre 2006 et 2008. Le secteur secondaire (manufacture, bâtiments, industrie alimentaire) s'est également montré résilient avec une contribution moyenne de 11,7 % après 2009 contre 2,6 % entre 2006 et 2008.

La structure de l'économie du pays s'est fortement concentrée sur les 5 branches d'activité suivantes : (i) l'extraction, (ii) l'agriculture, la forêt, l'élevage, la chasse et la pêche, (iii) l'industrie manufacturière, (iv) le commerce et (v) le transport et la communication.

Pour renverser l'actuelle tendance de la structure de l'économie congolaise dominée par le secteur primaire, le Gouvernement de la République au travers de la mise en œuvre du Plan National Stratégique de Développement se propose de mettre en place la stratégie de diversifier son économie en s'appuyant sur le développement des secteurs et filières ci-après :

- i. L'agriculture et la chaîne agro-alimentaire ;
- ii. La forêt et les industries de transformation et de commercialisation du bois ;
- iii. Les mines ;
- iv. Les bâtiments et matériaux de construction ;
- v. Le tourisme et l'hôtellerie ;
- vi. Les services financiers.



Dans une perspective de développement équilibrée des régions, la stratégie de diversification se traduira à travers la création de Points Lumineux de Développement « PLD » qui contiennent des Parcs Agro – industriels et/ou des zones économiques spéciales. Compte tenu des atouts naturels du pays et de la localisation géographique des ressources naturelles, le Gouvernement envisage le développement de Pôle de Croissance qui sont en réalité les PLD, vingt (20) parcs agro-industriels et plusieurs ZES.

## **ET SI LA RDC INVESTISSAIT DANS LA CULTURE ?**

Comment la culture peut doper le développement économique et social ?

**Départie de son identité culturelle, la ville n'est qu'une enfilade de centres commerciaux, boutiques. D'ailleurs, les villes les plus prospères du monde se reconnaissent à leur identité culturelle** (New-York, Paris,...). Cependant, le rôle du secteur culturel et créatif dans le contexte de la croissance et de l'emploi reste largement ignoré.

Ce n'est que récemment que l'on a commencé à s'intéresser à mesurer les performances socio-économiques du secteur culturel et créatif. Et l'exercice est loin d'être consensuel. Pour beaucoup, la fonction de la culture est « d'éclairer » ou de divertir, et son apport économique est considéré comme marginal, confiné au domaine de l'intervention publique. D'où le manque d'outils statistiques à même de mesurer la contribution économique et sociale du secteur culturel et créatif, que ce soit au niveau national, ou international, par rapport à ce qui existe pour les autres secteurs économiques.

Une étude de la Commission européenne montre cependant comment la culture tire le développement économique et social, ainsi que l'innovation et la cohésion. Le secteur culturel et créatif est un secteur de croissance qui se développe plus rapidement que le reste de l'économie. La même constatation s'applique à l'emploi culturel. Le secteur pourvoit en effet de nombreux emplois, divers et requérant souvent un haut niveau de qualification. Là encore le secteur présente de meilleures performances que le reste de l'économie. Le secteur tire aussi la croissance d'autres secteurs de l'économie européenne, et en particulier le secteur des NTIC.

Quelques chiffres qui en disent long

L'impact socio-économique quantifiable du secteur culturel & créatif (Union Européenne) (Source : Commission Européenne Culture) Son chiffre d'affaires s'élevait à plus de 654 milliards d'euros en 2003. En comparaison, le chiffre d'affaires de l'industrie des fabricants de voiture s'élevait à 271 milliards d'euros en 2001 (rapport de l'Association des Constructeurs Européens d'Automobiles, Bruxelles, mars 2006) et celui généré par les fabricants NTIC à 541 milliards d'euros en 2003 (chiffres pour l'UE-15, pays qui appartenaient à l'Union européenne entre 1995 et 2004).

La même année :

- Les activités immobilières contribuaient pour 2,1 % au PNB communautaire.
- Le secteur manufacturier alimentaire, des boissons et du tabac enregistrait une contribution de 1,9 % au PNB communautaire.
- L'industrie textile enregistrait une contribution de 0,5 % du PNB communautaire.
- L'industrie chimique, du caoutchouc et du plastique contribuait pour sa part au PNB communautaire à hauteur de 2,3 % (3)

Contribution à la croissance :

La croissance globale de la valeur ajoutée du secteur a été de 19,7 % en 1999-2003. La croissance du secteur en 1999-2003 était de 12,3 % plus élevée à la croissance du reste de l'économie.

Emploi

En 2004, 5,8 millions de personnes étaient employées dans le secteur, ce qui représente 3,1 % des emplois totaux dans l'UE25.

Alors que l'emploi total a décliné en 2002-2004 dans l'UE 25, il a augmenté dans le secteur culturel (+1,85 %)

- 46,8 % des travailleurs dans le secteur ont au moins un diplôme universitaire (contre 25,7 % dans l'emploi total)

- La part des travailleurs indépendants est plus du double que dans l'emploi total (28,8 % contre 14,1 %)
- Le secteur enregistre un taux de 17 % de travailleurs temporaires (13,3 % dans l'emploi total).
- La part de travailleurs partiels est plus élevée (1 travailleur sur quatre contre 17,6 % dans l'emploi total)

Qu'est-ce que l'emploi culturel ?

L'emploi culturel couvre à la fois les emplois des professions de la culture exercées dans l'ensemble de l'économie (comme les activités de design), et tous les emplois dans les secteurs culturels de l'économie (activités économiques culturelles). L'UNESCO a défini une nomenclature sur l'emploi culturel permettant de délimiter les professions du secteur. Il s'agit de la Classification Internationale Type des Professions (CITP) dans laquelle les professions culturelles désignent celles en rapport avec la production créative et artistique et la gestion et la préservation du patrimoine.

Elles consistent :

- à générer, développer, préserver ou refléter un sens culturel ou spirituel ;
- à créer, produire et diffuser des biens et services culturels, qui sont généralement associés à des droits de propriété intellectuelle ;
- à travailler à des fins d'expression artistique (arts visuels, théâtre, musique, littérature, danse).

Les professions de la culture sont des activités professionnelles avec une dimension culturelle, comme libraire, écrivain, artiste, architecte, etc. Toutes ces professions sont prises en compte, quelle que soit l'activité principale de l'employeur.

Les formations culturelles observées dans le cadre de l'étude sont l'ensemble des enseignements supérieurs permettant de développer les compétences correspondant aux emplois culturels.

Les entreprises culturelles représentent dans leur sens le plus strict les établissements et entreprises de production et de diffusion consacrés aux arts et lettres : arts d'interprétation (théâtre, musique, danse, opéra, cirque, etc.), arts visuels (galeries d'art, musées, etc.), bibliothèques et patrimoine.

Dans leur acception la plus large, elles comprennent les industries culturelles produisant et distribuant des biens et services culturels (film, CD, spectacles de variétés, édition, métiers d'art, etc.) et les médias (radio, télévision, journaux, périodiques, etc...)

Comment la culture peut-elle jouer un rôle moteur dans la transformation des entreprises ?

A première vue, on pourrait croire à une opposition entre l'entreprise et le monde de la culture. En effet, cet antagonisme revient à interroger le rapport de l'art à l'argent, souvent jugés incompatibles. Pourtant, les entrepreneurs et les acteurs créatifs et culturels peuvent parler le même langage car, qu'il s'agisse de la prise de risque ou de l'art, ils se dirigent tous vers l'inconnu. En outre, depuis quinze à vingt ans, l'art n'est plus contraire à la création de richesses car l'entreprise a désormais besoin d'innovation et de valeurs propres au secteur culturel pour se développer.

Nantes constitue à ce titre un bel exemple de territoire qui a su utiliser la culture pour favoriser son développement économique, à tel point que la ville est devenue un modèle au niveau mondial. La « branchement de la culture sur l'économie » a permis la construction d'une identité territoriale.

Finalement, en quoi la culture, et plus largement la création, peuvent-elles transformer l'entreprise ? Il existe un « enrichissement mutuel » entre le créateur et l'entreprise à partir du moment où l'on peut penser une structure dans le domaine culturel, à savoir s'affranchir de la simple production de l'objet pour le considérer dans un environnement plus global comprenant sa diffusion, son public... Tout produit doit dorénavant « inclure une dose de valeur culturelle » pour véhiculer du sens. L'appel à des artistes devient alors essentiel pour raconter une histoire et construire une symbolique autour du produit : afin d'élaborer l'offre commerciale, les entreprises doivent donc s'entourer de professionnels en mesure de comprendre ces créateurs.

Si l'on va plus loin, les industries culturelles et créatives peuvent même influencer les autres secteurs de production dans leur organisation. Le recours à l'art permet

souvent de changer les comportements au sein de la structure ainsi que les relations entre les différentes parties prenantes.

La culture, un vecteur majeur de la mutation des entreprises ? Oui et oui !!!

## **La culture, moteur de l'Histoire ?**

*Je lis, j'emmagasine, je réfléchis et j'élabore un avis qui peut être, ou pas, partagé ; c'est aussi cela la liberté d'expression. L'important n'est-il pas l'échange de points de vue ?*

La culture est-elle le moteur de l'histoire ? Est-ce grâce à elle que nous pouvons comprendre les mouvements de la société ?

Il se dit que c'est la culture qui est le moteur de l'histoire, que celle-ci soit politique, économique ou morale et pour se faire on aime à nous renvoyer à Thucydide pour le politique, à Alexis de Tocqueville pour le social et j'en passe. J'aime à le penser humblement aussi, mais pour différentes raisons qui m'appartiennent.

## **LA GUERRE**

En Occident, les penseurs nous laissent entendre que culture et guerres sont liées. Pourquoi ? Parce que la guerre est une des activités premières de l'homme. Parce que le rapport à la guerre demeure comme l'archétype de notre rapport aux autres et au monde. Aujourd'hui, la guerre n'est plus étatique, mais culturelle dit-on. Le but de cette guerre n'est pas la possession d'un territoire ou le contrôle d'une population, mais l'élimination d'un groupe humain qui n'est pas membre de la civilisation : serait-ce là la définition du génocide ?

Dans la guerre, deux camps apparaissent toujours : les modérés et les radicaux. Les radicaux sont favorables à la continuation de la guerre, car elle est leur raison de vivre pour des raisons bien souvent financières. Les modérés, quant à eux, sont rejetés, traités de « bobos », combattus, « éliminés ».

Pour sortir de ces conflits – comme tout autre d'ailleurs « -, la solution passerait par l'intervention d'un tiers n'étant intéressé par aucun des enjeux, car il est plus à même

de pouvoir apporter une solution. Beaucoup pensent de plus en plus que ce rôle ne peut être tenu par l'ONU, car l'organisation est trop liée aux influences des puissances et aux jeux des pouvoirs. Ce peut être un voisin ou un pays de confiance, mais, comme le précise le conditionnel employé, quelles sont les nations, les voisins n'étant pas intéressés par les enjeux de nos jours ?

Dans ce nouveau type de guerre, l'Occident tend à refuser de reconnaître la primauté de la culture dans les relations internationales, vouée qu'elle est à la seule économie comme moteur et en s'interdisant de comprendre le monde dans lequel il vit. Selon le temps et l'époque, l'Occident s'est exporté en se regardant lui-même et en contemplant les autres (romanisation, évangélisation, colonisation).

## LA CRISE

Depuis quelques moments déjà, on ne cesse de parler de crise. D'ordre économique d'abord puisqu'il semble que ce soit le seul intérêt majeur, cette crise engendrant le déclin. Cette crise se fonde sur l'idée que d'autres nous rattrapent et nous dépassent et que ces mêmes autres, c'est-à-dire les puissances émergentes, vont prendre notre place et nous reléguer loin derrière. La crise est d'abord une peur de perdre notre première position. Il fut un temps pourtant où l'Europe dominait physiquement le monde en contrôlant une grande partie de ses territoires, le continent était alors ivre de sa puissance. La décolonisation a été vécue comme un grand traumatisme et certains y ont vu une perte de puissance de la part de l'Occident.

L'idée du déclin est aussi alimentée par le fait que les anciennes colonies rejettent désormais l'occidentalisation. Rejet qui a commencé à partir des années 50. Et ce mouvement de refus de l'Occident est de plus en plus marqué. Le modèle n'attire plus. Pour l'Occident, cela est considéré comme un mal alors que le fait que des peuples reviennent à leur culture est au contraire une bonne chose. C'est la conséquence de la mondialisation qui, loin d'uniformiser les hommes, les différencie, en permettant à chaque culture d'exister. La décolonisation culturelle et intellectuelle que nous connaissons aujourd'hui est un phénomène qui ne fait que commencer... Si l'Occident ne change pas son « fusil » d'épaule, je crains que ce déclin ne cesse de s'étendre...

## **EMPLOI** (entrepreneuriat, formel et informel)

### **Jalousie**

Pour briller, il n'est pas nécessaire d'éteindre l'autre. Chacun peut être une lumière d'intensité variable... c'est à peu près en ces termes qu'un habitant de la RDC qualifiait le comportement de beaucoup d'africains. Du moins à ce que j'ai pu en lire.

Si écraser l'autre, s'en moquer, le réduire à quantité négligeable est devenu une habitude de la nature humaine et éclate au grand jour via les réseaux sociaux, elle n'est cependant pas nouvelle et n'est pas exclusivement africaine.

Ne voyez surtout pas dans ces quelques mots un quelconque essai philosophique sur l'éclairage d'une vie mais bel et bien un constat personnel sans aucune prétention notoire.

De tous temps, l'Homme a « joué des coudes » pour se faire sa place au soleil et donc au détriment parfois, souvent, d'une autre espèce. Il s'en est pris aussi à ses frères et sœurs. Inutile ici de vous faire un rappel de l'Histoire ou de vulgariser le tout par des dessins.

*« L'Homme est un loup pour l'Homme », vraiment ?*

S'en sortir est un des objectifs majeurs de l'Homme et plus encore en Afrique où, dans certains pays, les aides étatiques ne comblent peu ou pas l'accompagnement des citoyens. Ce n'est pas une raison, je vous le concède, d'empêcher son voisin de s'épanouir.

En Europe, nous avons cette chance d'être soutenu lorsque l'on n'a pas d'emploi, lorsque l'on est malade,... et on râle encore. Et plus encore, on jalouse son voisin parce qu'il est riche, on maudit la réussite de l'autre et j'en passe. Donc oui, tenter d'éteindre l'autre pour briller est devenu monnaie courante en Europe aussi d'autant que certains états ont fait de la délation une arme légale !!!

En Afrique, malgré le fait d'y vivre, je suis pourtant mal placé pour répondre de manière précise. Parce que je n'y suis pas né, parce que mes connaissances

comportementales africaines sont faibles, parce que..., parce que... Cependant, je peux confirmer que cette forme de jalousie est bien présente au Bénin. Le béninois jalouse son frère parce qu'il ami avec un blanc, le béninois jalouse sa sœur parce qu'elle a réussi dans les affaires,...

Cessons de « jalouser », cessons d'éteindre la lumière chez l'autre en pensant que nous pourrions briller, ouvrons les yeux, notre cœur, partageons et passons tous au LED, plus économique et efficace – je n'ai pas pu m'empêcher un léger trait d'humour –

### **Kenny nous parle de l'emploi**

Kenny a mal à son pays, du moins c'est ce qu'il nous laisse entendre quand il parle de l'emploi en République démocratique du Congo. Au Congo, il n'y a pas suffisamment d'entreprises, donc pas suffisamment d'emplois. Il faut qu'on crée plus, il faut plus investir dans l'entrepreneuriat, mais il se pose plusieurs problèmes :

#### 1. l'accès aux financements.

Il y a tellement de Congolais qui ont des projets magnifiques, mais l'accès aux financements pose un sérieux problème, déjà que ce n'est pas du tout simple de s'autofinancer, mais pour un Congolais lambda, obtenir un crédit auprès d'une banque, c'est quasiment impossible.

#### 2. La formation

Beaucoup se lance dans le monde de l'entreprise avec des titres dont ils ignorent la signification et le rôle et ce avec un déficit en compétences incroyable. Tu veux être CEO, mais tu ne connais ni la comptabilité, ni la fiscalité, ni le management, ni la loi : tu comptes aller où en étant si incompetent ? Les Congolais ne désirent pas comprendre qu'un entrepreneur n'est pas forcément un manager, tu peux créer ton entreprise et mettre quelqu'un d'autre à la tête.

#### 3. Sérieux

Beaucoup de Congolais, qui se lance dans les affaires, ne sont pas du tout sérieux. J'ai déjà personnellement vu une personne, qui avait obtenu un crédit à la Finca pour



son entreprise, utiliser cet argent pour aller se marier. Résultat ? Aujourd'hui il est en fuite, son affaire n'a jamais décollé, il a détruit sa vie. Une fois, j'ai même lu sur Facebook que dès que tu te mets en association avec un Congolais, il réfléchit déjà à la manière dont il va t'arnaquer ! Tristement vrai. Combien des jeunes utilisent l'argent des leurs entreprises, commerces pour acheter une voiture pour une maîtresse, aller boire dans les nightclubs ou s'acheter des costards hors de prix ? Séparer les actifs de l'entreprise et sa propre poche, apparemment, c'est une chose qui ne marche pas avec beaucoup de Congolais.

#### 4. Le mativisme

Beaucoup se lance dans le monde d'entreprise juste pour être vu, obtenir le titre de CEO et poster les photos assis dans le bureau de son entreprise qui n'a pas des documents, ne réalise même pas de chiffre d'affaires. Il faut arrêter de croire qu'être entrepreneur est quelque chose de simple. Des entrepreneurs, qui n'ont pas connaissance de ce qu'ils font (zéro vision) proposent même des services qu'ils sont incapables d'expliquer.

#### 5. Les secteurs

La majorité des jeunes sont dans les secteurs que je qualifie de soft. Je n'ai rien contre la communication ou l'événementiel, mais ça ne rapporte pas autant que les secteurs que j'appelle hard dont les jeunes ne veulent pas. Combien de jeunes ont déjà essayé de se lancer dans la production de makala, d'huile de palme, dans la production de kwanga, se lancer dans la vente de fufu ou masangu, ce n'est pas facile, mais pas aussi difficile qu'on ne le croit et ça ne demande pas souvent autant d'argent qu'on pense pour se lancer. Bien sûr qu'au début ça ne va pas être sexy, mais après ça va payer, si seulement le sérieux et le professionnalisme sont de la partie.

#### 6. L'accompagnement du Gouvernement.

Être entrepreneur au Congo, c'est passer la majorité de son temps à régler les problèmes avec l'Etat dicit Yves Kabongo.

Le président Tshisekedi a dit qu'il allait créer des millionnaires, mais jusque-là aucune politique n'est mise en place pour concrétiser tout ça, le gouvernement ne fait rien pour régler les problèmes de financement, la concurrence déloyale des étrangers envers les entrepreneurs congolais, les tracasseries administratives, etc. ... Aujourd'hui on est admiratif devant les milliardaires nigériens, sud-africains, etc. .. mais on ne souligne pas assez que la majorité d'entre eux sont le fruit des politiques mises en place par leurs gouvernements respectifs pour créer des champions nationaux. Chez nous on est encore dans la distraction !

Pour le développement de notre pays, on a besoin de plus d'entreprises créées et détenues par les Congolais. Aucun pays ne peut se développer avec son économie aux mains des étrangers précise Aliko Dangote. On a besoin de reprendre notre économie en main, pour ça on a besoin d'être accompagné, de sérieux, de vision et d'audace.

### **C'est l'histoire entrepreneuriale de plumages et de ramages**

En RDC, on ne cesse de dire que l'entrepreneuriat serait la seule porte de sortie, la voie du succès. En soi, ce n'est pas faux, du moins actuellement, et ce sans faire montre de critiques envers qui que ce soit. MAIS, parce qu'il y a souvent un mais...

C'est alors que surgissent les formations en tous genres, la pléthore d'invitations aux cérémonies de réussite des uns et des autres. Et tout cela n'est pas gratuit. D'ailleurs, comme aime à le dire une de mes connaissances, « la gratuité n'existe pas, il y a toujours quelqu'un qui paie ».

Faut-il croire que l'entrepreneuriat se résumerait dès lors à organiser ce genre d'événements payants afin de « plumer » celles et ceux qui espèrent réussir et qui à leur tour, en « plumeront » d'autres ?

Je n'ose le penser, juste l'écrire ! Une différence aussi fine qu'une feuille de papier à cigarette, j'en conviens aisément.

Vous avez connu la réussite, vous la connaissez encore. Ne serait-ce pas plus « honorable » de la partager sans contrepartie ???

## NEO-NEW-COLONIALISME

### L'Afrique, terrain de jeu ?

*L'Afrique, le « terrain de jeu diplomatique » des puissances impérialistes ? L'Afrique, nouveau terrain de jeu des puissances économiques. L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents. L'Afrique, le terrain de jeu des hackers. L'Afrique, nouveau terrain de jeu des drones. L'Afrique, terrain de jeu pour l'intelligence artificielle ? L'Afrique, terrain de jeu des multinationales agricoles. L'Afrique, terrain de jeu mondial, ... (google est mon ami).*

Il n'y a pas à dire, l'Afrique est au centre de toutes les préoccupations et pas vraiment pour son émergence. A vrai dire, cela n'est pas si « détestable », cela pourrait même être une véritable aubaine si... et seulement si... (expression mathématique consacrée).

L'histoire n'est qu'un éternel recommencement, dit-on souvent. L'Afrique de par le passé, a été un continent convoité, conquis et dirigé de l'extérieur par les grandes puissances de cette planète. Malgré les indépendances acquises à prix de vies humaines, certaines situations ne cessent de trahir les mains invisibles des pays riches et puissants. Actuellement, tout porte à croire que ces puissances ont décidé d'afficher ostensiblement leur mainmise sur les Etats africains.

A voir le nouveau ballet incessant des Chefs d'Etats occidentaux ou leurs ministres en Afrique, on ne peut que s'interroger sur les relations diplomatiques qui se tissent entre ceux-ci et le continent africain. La France a repris son bâton de pèlerin, la Russie, déjà bien installée, s'y promène également pour s'y renforcer, les Etats-Unis qui semblaient, sous Trump, avoir oublié l'existence de l'Afrique, s'y précipite également sans oublier tous les lobbies américains, chinois, etc. qui opèrent sur le continent. Bref, de quoi écrire une encyclopédie que jalouserait aisément « Universalis ».

Il est évident qu'aucune de ces puissances (américaine, chinoise, russe ou européenne) n'engagerait de dépenses dans ces multiples démarches en Afrique si elles n'y voyaient pas de multiples intérêts. Comme écrit ci-avant, susciter un tel

intérêt n'est pas chose mauvaise. Bien au contraire, cela prouve le rôle stratégique et géopolitique que devraient – j'insiste, devraient – incarner les pays africains. Et fondamentalement, il revient aux Chefs d'Etat africains de prendre conscience d'une telle richesse afin de mieux négocier avec ces puissances étrangères.

Mais force est de constater qu'il n'en est rien à quelques rares exceptions près. A une lointaine époque, les patriarches africains ont été bluffés à coups de verroteries et armes artisanales, nul ne prétend plus le contraire aujourd'hui, mais force est de constater que les dirigeants actuels des Etats indépendants d'Afrique s'inscrivent dans la même philosophie. Les nouveaux colons l'ont compris et adoptent des démarches similaires aux anciens. Ainsi le bradage des richesses africaines se poursuit inlassablement. Des pans entiers de l'économie des pays africains sont confiés aux puissances étrangères sans que véritablement cela ne soit bénéfique pour les populations.

Un aspect encore plus regrettable dans ces relations néocolonialistes, c'est que ces puissances étrangères sont en train de délocaliser leurs tensions et crises diplomatiques en Afrique. Tout apparaît comme une course où chacun doit se dépêcher pour créer sa zone d'influence en Afrique qui devient un « terrain de jeu diplomatique ».

On n'est pas loin d'un repartage du gâteau africain. Il s'agit juste d'un jeu d'expression de puissance politique. Pour autant, cela ne semble inquiéter les Chefs d'Etat africains qui, d'ailleurs, accueillent en grande pompe ces nouveaux colons.

### **L'éducation en Afrique francophone et le néocolonialisme**

Je vais sans doute encore me faire des amis sur le coup. Pourtant cet éclairage est une analyse claire, précise que je partage. Parce que la liberté d'expression est vitale même si la vérité fait mal.

Si chaque pays d'Afrique a une histoire avant l'époque de la colonisation, la prise de possession des terres par divers États étrangers a certainement marqué un point tournant pour les Africain·e·s. En effet, les nouveaux arrivants ont modifié leur quotidien et ont imposé leur mode de vie et leurs valeurs. Aujourd'hui encore, les

puissances étrangères exercent une influence sur le quotidien des Africain·e·s de ses anciennes colonies, bien longtemps après l'indépendance de la majorité des territoires colonisés sur le continent. On appelle souvent cette influence « néocolonialisme » et ce dernier imprègne la plupart des discours. Sous une apparence de bienfaisance humanitaire, les interventions actuelles en Afrique cachent une domination persistante, particulièrement sur le plan de la langue. L'éducation est aussi l'un des domaines où l'influence se fait le plus sentir au quotidien. Et puisque l'éducation d'une population est étroitement liée à son identité, c'est l'identité de ces peuples qui est encore affectée par la colonisation.

L'éducation était donc, à l'époque, déjà sous le contrôle de l'administration coloniale qui s'affairait à concevoir les programmes d'éducation à enseigner aux jeunes Africain·e·s en espérant leur faire adopter le mode de vie et les valeurs des colonisateurs. De plus, les cours étaient essentiellement donnés en français et par des professeur·e·s venu·e·s de l'extérieur. L'éducation en Afrique fut cependant différente de celle dispensée dans les pays colonisateurs même, car les besoins étaient distincts. Les Africain·e·s étaient majoritairement employé·e·s dans la colonie pour extraire les ressources monopolisées par les pays occidentaux. Ainsi, les Africain·e·s étaient alors voué·e·s au travail physique. C'est pourquoi leur éducation fut beaucoup plus élémentaire. Le but de l'école était la formation d'auxiliaires de l'administration et d'agent·e·s pour les maisons de commerce. Ces méthodes changeront, principalement après la conférence de Brazzaville en 1944. À ce moment, l'éducation en Afrique est un échec, puisque les écoles dédiées à la formation au travail manuel n'attirent pas les Africain·e·s qui peuvent se former à ce type de travail sans l'aide des écoles. De plus, l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO, fondées en 1945, demandent aux pays membres de faire de l'éducation universelle (ce qui inclut donc l'éducation des peuples colonisés) une priorité. Plusieurs réformes sont alors mises en place pour augmenter le taux de scolarité dans les colonies. Notamment, l'école devient obligatoire tant que des places sont disponibles dans les classes. Ce sera ainsi jusqu'à l'indépendance des territoires.

Il y a déjà, dans les années 1940, des mouvements de résistance au colonialisme. Plusieurs intellectuel·le·s africain·e·s remettent fortement en question la domination « française » et sa façon de traiter les colonies. D'ailleurs, lors du Congrès

international des peuples coloniaux à Paris en 1937, des Africain·e·s sont invité·e·s à s'exprimer sur les enjeux moraux de la colonisation qui faisaient déjà l'objet de débats tant chez les colonisateurs que chez les résistant·e·s africain·e·s. On s'interrogeait, par exemple, sur le fait de maintenir la colonie dans la pauvreté pour s'enrichir et sur le fait de traiter les Africain·e·s différemment, notamment sur le plan des diplômes qu'elles et ils pouvaient obtenir. Pendant cette rencontre, certaines femmes sont également présentes pour parler des inégalités entre les hommes et les femmes dans l'éducation et, plus largement, dans les colonies.

### **Développement et discours néocolonialiste**

Les ex-colonisateurs sont impliqués dans les programmes de développement des anciennes colonies africaines et ont une responsabilité envers les territoires qu'ils possédaient. La période coloniale est en grande partie responsable de l'état de pauvreté actuel des pays d'Afrique. L'exploitation brutale des populations ainsi que l'appropriation des ressources du continent par les pays du Nord sont en cause. C'est ce qui justifie qu'aujourd'hui, les pays occidentaux mettent en place des actions, notamment en aidant au développement que la colonisation avait freiné. La réalité est cependant plus complexe, car les pratiques de développement de l'Occident en Afrique posent problème. Ce développement est d'abord critiqué parce qu'il est principalement fait de façon exogène, c'est-à-dire qu'il est géré de l'extérieur, par les pays d'Occident. Par conséquent, dans les faits, ils ont beaucoup de pouvoir sur le développement des anciennes colonies, leur laissant peu d'autonomie sur leurs propres territoires. Certain·e·s pourraient croire que les Africain·e·s n'ont qu'à refuser ce type de développement et à prendre les rênes, puisque le droit international leur accorde une pleine souveraineté à l'intérieur de leurs frontières depuis leur indépendance. Cependant, il faut savoir que la relation de pouvoir entre les gouvernements des pays d'Afrique et celui des anciens colonisateurs est très déséquilibrée. Ils sont dominants et détiennent des ressources (principalement le capital financier, mais aussi les travailleurs et travailleuses diplômé·e·s et des technologies, une plus grande influence à l'international et une meilleure crédibilité (supposée) en connaissances pour le développement) que les Africain·e·s n'ont pas. Ces derniers et ces dernières se voient donc dans l'obligation de céder leur

autonomie pour espérer accéder, grâce à l'extérieur, au financement nécessaire à leur développement.

Les discours des pays sur le développement de l'Afrique comportent un autre problème dans la façon de parler du développement. On montre généralement les Africain·e·s comme des victimes passives de la pauvreté, surtout dans le cas des femmes et des filles, alors que le reste du monde est présenté et perçu comme le sauveur qui leur vient gracieusement en aide. Non seulement cette façon de faire dissimule un certain racisme, mais plus encore, on incite ainsi les Africain·e·s à se penser inférieur·e·s et dépendant·e·s de l'Occident pour leur bien-être. Si le développement est actuellement présenté comme une solution aux problèmes des peuples africains, il est en fait une nouvelle façon d'affirmer leur domination sur l'Afrique. Cette domination se concrétise de manière plus ou moins violente et toujours dans une logique de capitalisme qui fait la promotion de l'accumulation des ressources au détriment de l'environnement et de la culture.

L'aide n'est pas octroyée sans condition. Pour y avoir droit, les gouvernements africains doivent répondre aux exigences occidentales en se pliant à des valeurs dites universelles, comme l'économie libérale, l'ouverture des marchés et la démocratie telle que défendue par les pays occidentaux. Ainsi, le développement devient une arme pour imposer des valeurs et des pratiques occidentales à l'Afrique. Les gouvernements occidentaux imposent leur conception de la démocratie comme un prérequis au développement et au financement de cette dernière en Afrique, alors qu'eux-mêmes ne se sont pas développés sous les régimes démocratiques. Ceux-ci sont arrivés des années après l'époque du grand développement industriel. De plus, l'universalisation de la démocratie est souvent utilisée comme prétexte, par les Occidentaux et Occidentales, pour intervenir à l'étranger comme ce fut le cas en Irak, mais aussi dans plusieurs pays d'Afrique, dont la Côte d'Ivoire, le Congo et le Mali. Aussi, non seulement la démocratie est très reliée au monothéisme par son insertion au travers du catholicisme dans l'histoire de l'Occident, mais elle a également ses limites. La démocratie demeure très manipulable et manipulée. La Russie nous en donne un bon exemple. La démocratie ne fonctionne pas en toutes circonstances, mais sert souvent les intérêts économiques et politiques des États occidentaux sous son prétexte universalisable. Ajoutons que la démocratie telle que nous la voyons

actuellement est apparue, en des formes très différentes, en Grèce et est réapparue plusieurs siècles plus tard, reprise par les idées universalistes des Lumières, personnages occidentaux : « la démocratie a fini par apparaître comme le régime “normal” du politique, jusqu’à ce que n’en soit plus perçu son caractère quasi exceptionnel à travers époques et sociétés, ni sa fragilité, l’une et l’autre en faisant pourtant une véritable utopie ».

La démocratie est basée sur l’idéalisations des citoyen·ne·s et de leur pouvoir. Il est utopique de penser que tou·te·s les citoyen·ne·s peuvent librement s’exprimer dans un système démocratique et que ce dernier est véritablement au service de chaque citoyen·ne représenté·e comme faisant partie d’un groupe où tou·te·s sont égales et égaux. Dans les faits, la démocratie représentative actuellement encouragée est un système hiérarchique où les pouvoirs politique et économique jouent un grand rôle et où tou·te·s les citoyen·ne·s ne peuvent pas participer à parts égales. En Afrique, les disparités sociales et économiques font de la démocratie l’outil des privilégié·e·s, alors que les populations de régions éloignées ou faiblement lettrées et scolarisées peinent à participer à l’exercice et sont pénalisées par ces conditions d’obtention de fonds pour le développement de leur pays.

Ajoutons qu’à travers l’aide internationale au développement, l’Occident projette une belle image : celle d’un pays qui prend ses responsabilités envers ses anciennes colonies et qui a leur bien-être à cœur. C’est sans compter les ententes bilatérales qui prévoient des investissements économiques qui permettront à des « expatriés » de travailler et à leurs pays d’origine de faire fructifier leurs économies. Le développement est davantage profitable à l’Occident (et à d’autres depuis) qu’aux populations qu’elle prétend aider.

### **Les conséquences sur le quotidien des Africain·e·s**

La première des conséquences de ce discours néocolonialiste sur les Africain·e·s est un racisme persistant. Les Africain·e·s en sont particulièrement victimes lorsqu’elles et ils immigreront dans les pays occidentaux. Les discours qui insinuent que les Occidentaux et Occidentales (blanc·he·s) sont supérieur·e·s puisqu’elles et ils sont en mesure de sortir les Africain·e·s de la pauvreté, les amènent à se considérer comme des citoyen·ne·s de second ordre, dépendant·e·s des capacités et du savoir-



faire de l'Occident. C'est le point de vue de Thomas Sankara, pour qui la colonisation, entre autres par ses discours, a laissé les Africain·e·s croire qu'elles et ils étaient incapables de développer leurs propres pays. Selon Sankara, les Africain·e·s, par manque de confiance en leurs capacités, entretiennent cette relation ainsi qu'une mentalité de dépendance les anciennes métropoles.

Il semble que la colonisation ait effectivement été préjudiciable à la façon dont les peuples africains se perçoivent eux-mêmes. La colonisation a également fait disparaître une partie de la culture traditionnelle africaine au profit de la culture coloniale francophone. Tel était d'ailleurs l'un des principaux objectifs des forces coloniales francophones : assimiler les Africain·e·s et de les « civiliser » au moyen de la culture française. Aujourd'hui encore, cela laisse des traces. Actuellement, la langue la plus couramment parlée dans les anciennes colonies est le français. Dans la plupart de ces pays, l'éducation est encore dispensée en français. Il s'agit aussi de la principale langue d'expression commune et de scolarisation en Afrique.

### **Réformer le système d'éducation ?**

Au moment de déclarer leur indépendance, les gouvernements des pays africains se sont retrouvés avec de nouveaux droits d'autodétermination, mais disposaient toujours de peu de ressources pour les appliquer et pour réformer leurs institutions. Ainsi, la plupart d'entre eux ont choisi de ne pas modifier en profondeur le système d'éducation, principalement par manque de ressources. Les enseignant·e·s africain·e·s ont été formé·e·s par les métropoles en français (voire anglais) et la multiplicité des différentes langues traditionnelles qui coexistent dans un même pays (parfois plus de dix) complexifie le changement de la langue d'enseignement. Ainsi, réformer le système d'éducation demanderait des ressources économiques, humaines et matérielles que les pays n'ont pas. Ces changements seraient également très coûteux et nécessiteraient une longue transition. Les gouvernements locaux ont préféré maintenir l'enseignement français puisque ce choix était plus simple et moins dispendieux et que leurs situations économiques étaient encore précaire. Également, il faut dire que les gouvernements des pays anciennement colonisés ont compris l'importance de la langue dans les relations de pouvoir. Ils sont conscients qu'ils ont intérêt à rester idéologiquement et culturellement proches des langues occidentales pour pouvoir bénéficier de leur influence et de ses ressources.

L'influence des intellectuel·le·s africain·e·s apporte un éclairage différent sur cette décision. Au lendemain de l'indépendance, les élites africaines sont les premières à être appelées à se prononcer sur les réformes des pays nouvellement indépendants. Bien que les avantages à garder un fonctionnement sociétal semblable à celui de la période francophone soient réels et pèsent dans la balance, il ne faut pas oublier que les intellectuel·le·s qui prennent les décisions ont été pour la plupart formé·e·s en France. Elles et ils ont donc intégré la culture française, ses valeurs et ses idées, et font aussi partie de l'élite. Ce sont donc des Africain·e·s pour qui le système français a été synonyme de succès et de grands bénéfices. Plusieurs sont convaincu·e·s des vertus de ce système, bien que nombre d'entre elles et eux aient résisté, comme Thomas Sankara ou encore Patrice Lumumba au Congo. Plusieurs plaideront en faveur bénéfiques du maintien d'un système français. Il faut comprendre ici la dynamique des relations entre ces élites et les colonisateurs. D'abord, les dirigeants tentaient de s'attirer le soutien des intellectuel·le·s en feignant un respect des traditions africaines et en offrant à cette élite des avantages, dont l'éducation à rabais. L'élite ainsi amadouée servait à adoucir le contact entre les pays colonisateurs et les colonisé·e·s. L'élite s'est donc divisée entre celles et ceux qui ont défendu le système d'éducation français et celles et ceux qui l'ont rejeté. L'acceptation du système français par une partie de l'élite montre également comment la colonisation particulièrement longue et violente a pu avoir des effets insidieux sur la mentalité des gens qui l'ont subie.

Sur un plan plus pratique, mentionnons que, lorsque l'indépendance a été prononcée, l'UNESCO participaient déjà au développement des anciennes colonies et finançaient la construction de plusieurs écoles. Dans ces circonstances, il s'est avéré difficile pour les pays africains d'imposer les langues traditionnelles comme langues d'enseignement, d'autant plus qu'à l'ouverture de ces écoles, la formation des professeur·e·s était toujours dispensée en France, et ce, malgré les efforts déployés pour que les programmes soient légèrement adaptés aux réalités des étudiant·e·s africain·e·s. Ces interventions de développement de l'UNESCO en matière d'accessibilité à l'éducation sont légitimées par l'importance qu'accorde l'ONU, dans les années 1960 et 1970, à l'éducation universelle. Ce terme est utilisé pour demander que tous les peuples aient accès à une éducation de qualité, ce qui encourage les gouvernements occidentaux et africains, par le fait même, à mettre en

place des programmes d'éducation universels, c'est-à-dire occidentalisés partout dans le monde. Cette occidentalisation du développement en Afrique a ses conséquences sur l'identité des Africain·e·s et sur l'efficacité du développement, ce qui affecte également la qualité de vie.

La langue d'un pays est très étroitement liée à son identité. Le fait de choisir la langue de sa colonie n'est pas neutre et constitue une entrave à la liberté de choix et à la liberté d'expression. Maintenir la langue des pays colonisateurs contribue à exercer une domination et à imposer une hiérarchie. En poussant les Africain·e·s à utiliser la langue française, on sous-entend que cette dernière a plus de valeur et est plus appropriée que les langues traditionnelles. En faisant le choix, à la place des Africain·e·s, d'éduquer en français, les autorités francophones dénigrent les langues traditionnelles et formulent un jugement de valeur implicite à leur sujet, puisque le français est davantage relié à des valeurs occidentales. La langue française est alors vue comme plus distinguée et plus riche, parce que les francophones ne comprennent pas les langues traditionnelles et dénigrent l'héritage culturel qu'elles portent. Elles et ils souhaitent assimiler les Africain·e·s vers une culture vue comme supérieure, la culture française.

L'imposition du français s'est faite avec des mesures répressives et est synonyme de violence. La langue française est devenue un outil pour détruire la pluralité culturelle et linguistique en Afrique. Elle est également vue comme la seule langue compatible avec le développement économique. La destruction des cultures langagières et l'imposition de la langue des dominant·e·s sont des mesures dont ne pouvaient se passer les pays colonisateurs. Le colonialisme était d'abord une idée d'assimilation qui, elle-même, s'apparente à la violence contre l'identité d'un peuple.

C'est au nom de la civilisation qu'on insiste aujourd'hui sur l'entière destruction des patois. Et de quels moyens se servirait-on pour y parvenir ? Sait-on seulement ce qu'est une langue et quelles profondes racines elle a dans le génie d'un peuple et quelles touchantes harmonies elle a dans ses sentiments ?

De plus, cela sous-entend également que la culture africaine n'a pas à être mise en valeur et à être conservée. La langue est justement un moyen fort efficace de se

définir par rapport aux autres. Ici, le français imposé définit d'emblée la relation entre le Blanc français ou la Blanche française et l'Africain·e et cette relation est teintée par la domination. La langue façonne les habitudes, les pensées, les jugements, les relations et les normes au sein d'une société. Plus encore, la langue produit une culture. En acceptant ou en se faisant imposer la langue française, pendant la période coloniale comme après l'indépendance, les Africain·e·s se plient implicitement au partage d'une culture commune incarnée par la langue française. Les conséquences sont particulièrement importantes pour les enfants qui apprennent le français dès leur plus jeune âge, entre autres, à l'école primaire. Puisqu'elles et ils sont en pleine construction identitaire, l'impact est d'autant plus grand sur leur perception identitaire à long terme, puisque le langage est le véhicule de la construction et la première institution sociale.

### **Exclure les Africain·e·s du développement pour mieux contrôler**

Le fait d'exclure les personnes locales du développement les met dans une position d'attente envers l'international. Elles et ils deviennent des acteurs passifs dans les réalisations des enjeux de leurs propres territoires. Le contrôle des ressources par un petit groupe d'élite et la corruption des politicien·ne·s africain·e·s passent par différentes méthodes. C'est ce qui permet à l'Occident de garder la mainmise sur les ressources naturelles dont elle a besoin et de conserver les gouvernements africains en état de dépendance envers elle. Cela crée d'abord un sentiment d'impuissance et d'infériorité et des frustrations à l'interne contre la gestion des gouvernements.

L'Afrique a toujours été un instrument pour d'autres enjeux. Des enjeux intérieurs : champ de manœuvre pour l'armée, financement de la vie politique étrangère, approvisionnement en uranium et en pétrole,... Des enjeux de politique internationale : réservoir de votes dans les institutions internationales...

Également, cela empêche les Africain·e·s d'avoir un sentiment de fierté pour leurs réalisations en tant que peuple.

La ou le colonisé·e doit prendre conscience de son pouvoir de se libérer et du fait que le colonisateur ou la colonisatrice ne lui est pas supérieur·e. Sans cette prise de conscience, l'oppression des colonisateurs et colonisatrices est trop lourde et

empêche les Africain·e·s d'être véritablement indépendant·e·s. Plusieurs Africain·e·s ont cependant résisté, comme Thomas Sankara et le peuple burkinabé, Patrice Lumumba au Congo ou Joseph Ki-Zerbo au Burkina Faso, pour développer localement leur pays. Plusieurs initiatives de jeunes intellectuel·le·s et entrepreneur·e·s sont mises de l'avant au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana et partout en Afrique pour développer plus localement le territoire. Ces projets et cette vision du développement sont appuyés par plusieurs intellectuel·le·s de partout dans le monde qui prônent un développement plus local, regroupant notamment le paradigme post-développementiste.

Sur un plan plus pratique, il est clair que le fait de ne pas impliquer les Africain·e·s dans le développement prévient la création d'emplois pour elles et eux, alors que les Occidentaux et Occidentales sont souvent appelé·e·s à travailler dans les pays du Sud moyennant de gros salaires qui, pour finir, ne viennent pas enrichir l'économie locale, puisqu'ils sont donnés à des expatriés qui retourneront majoritairement consommer dans leurs pays d'origine. Il en va de même pour les Chinois·es, les Américain·e·s, les Canadien·ne·s ou les Anglais·es, par exemple, qui sont payé·e·s pour travailler en Afrique dans plusieurs domaines comme dans l'extraction minière, l'aide humanitaire et le développement (comme entrepreneur·es, gestionnaires, médecins, infirmiers ou infirmières) ou alors pour les métiers de la construction quand vient le temps de reconstruire le pays après une catastrophe naturelle ou humaine ou de développer les infrastructures. La sécurité est souvent assurée également par des corps policiers ou militaires d'autres pays, majoritairement sous la direction de l'ONU. Des travailleurs et travailleuses étranger·ère·s sont souvent engagé·e·s pour faire ce type de développement et réinvestissent majoritairement l'argent de leur salaire dans l'économie de leur propre pays et non en Afrique (à savoir également que l'africain aisé n'investit que très peu dans son propre pays d'origine). Les possibilités d'emplois pour les Africain·e·s sont donc réduites et cela nuit au développement économique des pays de ce continent. Le fait d'opter pour un développement plus endogène permettrait de miser sur les potentiels et les capitaux locaux, en plus de permettre aux Africain·e·s de reprendre leur pouvoir de décision et d'autodétermination. Il s'agirait alors d'un système pensé et réalisé localement par les Africain·e·s, qui pourraient ainsi créer et réfléchir le développement selon leurs désirs et besoins l'utiliser comme moteur pour faire fonctionner l'économie et créer

des emplois. Cette option redonne également du pouvoir aux gouvernements locaux qui, par le fait même, doivent prendre leurs responsabilités et répondre aux attentes et besoins de la population. Ceux-ci deviennent alors imputables de leurs décisions sur les questions de développement face à leur peuple (cela est particulièrement vrai en démocratie). Un développement endogène permettrait aussi d'impliquer tous les acteurs locaux, notamment les femmes, qui pourraient devenir des actrices de plus grande importance dans l'économie locale. Cela contribuerait à résoudre les problèmes d'égalité entre les hommes et les femmes puisque ces dernières pourraient être plus autonomes financièrement ainsi que plus épanouies et indépendantes dans leur quotidien. À long terme, un développement plus endogène permet une meilleure appropriation des ressources, une plus grande indépendance et un développement plus efficace. Sur ce dernier point, soulignons qu'un tel développement en Afrique apporterait une meilleure qualité de vie pour les Africain·e·s qui pourraient être plus riches et avoir accès à des services sociaux et sanitaires de qualité qui amélioreraient leur vie en répondant à leurs besoins réels, et non à ceux des pays occidentaux. Le développement doit passer par des choix économiques et culturels faits par et pour les Africain·e·s.

Actuellement, les défis sont nombreux. Bien que les choses changent progressivement, le développement est encore contrôlé et mis en action par les pays occidentaux, ce qui ne répond pas aux besoins des Africain·e·s. De plus, l'Occident se montre opportuniste en utilisant sa relation de pouvoir à son avantage dans ses négociations commerciales et économiques avec les États africains qui sont, quant à eux, pris avec des dettes qu'ils peinent à rembourser en raison des taux d'intérêt très élevés et de leur manque de pouvoir commercial à l'international.

## **Conclusion**

Les discours néocolonialistes sont chose courante depuis l'indépendance. Ils sont particulièrement visibles dans les discours sur le développement où l'on montre les Africain·e·s comme étant dépendant·e·s de l'expertise de l'ancienne métropole pour se développer. À travers ces discours, on insinue également que les valeurs occidentales sont universelles, qu'elles doivent être appliquées en Afrique puisqu'elles sont les seules qui soient acceptables, qu'elles apportent du positif, nonobstant la culture ou l'histoire de l'endroit où on souhaite les voir partagées.

L'adhésion à ces valeurs constitue un prérequis pour obtenir de l'aide de la part de la communauté internationale. Plus encore, on observe que les discours néocolonialistes et la colonisation ont eu un impact néfaste sur la construction identitaire et la culture des Africain·e·s, entre autres par l'imposition de la langue française. Ils ont également eu un impact sur les relations entre les Occidentaux et Occidentales et les Africain·e·s qui sont teintées d'une domination du premier groupe sur le second, ce qui crée du racisme, parfois systémique, en plus de pousser les Africain·e·s à s'autodéfinir comme étant inférieur·e·s aux peuples occidentaux.

Le néocolonialisme nuit à la diversité. Par l'imposition de valeurs occidentales présentées comme universelles, le néocolonialisme aplanit la diversité. De plus, par le racisme qui se dégage des discours coloniaux, la diversité est freinée. Le néocolonialisme répond à la diversité par la violence et la domination. Il réprime au profit d'une homogénéité ethnique et culturelle répondant aux critères établis par ce courant imposant une fausse hiérarchie entre les différentes ethnies et cultures qui brime les droits des individus, le vivre ensemble et la paix sociale.

L'une des solutions pour mettre fin au néocolonialisme en Afrique passe par le développement endogène. En effet, impliquer davantage les gouvernements locaux et la population locale dans le développement de leurs pays aiderait les Africain·e·s à reprendre du pouvoir dans leurs relations avec la communauté internationale et à éliminer la domination qui les caractérise. De plus, le fait d'impliquer les gens locaux permettrait de développer un sentiment de fierté et une identité nationale qui leur est propre, ce qui serait positif pour leur perception d'eux et d'elles-mêmes, en plus de créer des emplois et une meilleure participation à l'économie locale. Il semble donc que de miser sur les acteurs locaux et actrices locales soit une bonne solution pour contrer le néocolonialisme en Afrique. Le développement endogène est de plus en plus discuté dans les instances internationales. Il y a donc espoir que les pratiques en ce domaine évoluent vers quelque chose de plus adapté aux contextes africains.

*Extraits d'une analyse réalisée par Elissane Pellerin, Docteur en Sciences politiques, avril 2020*

## **LA GUERRE à L'EST**

### **Silence, on tue !**

Ce titre a fait l'objet de films, de livres, de bien d'écrits. En voici un autre.

L'Est de la RDC : les grands oubliés de la géopolitique mondiale et de la solidarité internationale meurent chaque jour dans la plus grande indifférence. Pendant que l'Occident détourne le regard ou fait mine \* – sans mauvais jeu de mots – d'être sensible à la problématique à travers quelques ONG ou autres actions minimales, pendant que l'Occident s'émeut pour l'Ukraine, il abandonne les milliers, que dis-je, des millions de personnes à leur triste sort.

La RDC ne semble pas en mesure de régler le problème seule, ni avec la Monusco d'ailleurs. Nous le savons toutes et tous et les récents événements nous le montrent encore, violemment d'ailleurs.

*\*Serait-ce néanmoins le « mot économique » qui tue pour le profit des uns et des autres ? Se poser la question, n'est-ce pas déjà y répondre ?*

Je n'ai pas de solutions, qui en a d'ailleurs ? La coalition armée africaine mise en place il y a peu ? Peut-être, possible ou pas. Seul l'avenir nous le dira, mais actuellement cet avenir est bien sombre.

### **Il est né à l'est de la RDC**

Il est né au soleil couchant, il est né comme tant d'enfants de par le monde, mais à l'est de la RDC. Parce qu'on ne choisit pas le sol sur lequel on rêve de s'élever, sa vie allait en être bouleversée. De petits yeux rieurs, qui ne savaient pas encore qu'ils couleraient des larmes là où la terre se paraît de sang, nous laissaient cependant entretenir un mince espoir. L'espoir pour lui, ses parents, son avenir, celui de son pays. C'est l'espoir dont tout le monde s'habille lorsqu'il arrive en ce bas monde.

Cependant, l'oppression des méchants, l'indifférence des bons ne lui donnaient que peu de chance. Son droit de vivre en était réduit à peau de chagrin. Il ne le savait pas encore, l'insouciance étant alors son seul atout. Ses parents, eux, savaient, mais



que pouvaient-ils faire si ce n'est le protéger le mieux possible malgré une fatalité dont ils ne pouvaient se défaire.

Plus grand, s'il arrivait jusque-là, des choix lui seraient imposés : se cacher, fuir, prendre les armes contre l'opresseur, contre l'oppressé qu'il était déjà dès sa naissance. Oui, contre lui-même, sa fratrie, ses frères, ses sœurs. C'est là qu'il aurait compris que le sol, maculé de sang dont il avait hérité par sa naissance, était aussi fait de richesses convoitées.

Il n'a pas eu le temps de grandir, il s'est éteint parce que des yeux se sont fermés sur sa situation, sur cette terre féconde dont d'autres profitent allègrement et sans aucun respect pour l'être humain qu'il était.

Pourquoi était-il né à l'est de la RDC ? Oui, pourquoi ? Il est né à l'est de la RDC, il y est mort aussi.

# TRIBALISME

## RDC : les origines du tribalisme

Le tribalisme ronge la société congolaise, c'est en tout cas ce qui nous revient de lectures, de faits et de conversations. Les clivages politiques, sociaux et économiques restent bien présents au sein de la population congolaise. Pour les analystes de la question, les causes profondes se trouvent dans l'histoire coloniale du pays.

Pour lutter contre le tribalisme en RDC, il serait important de comprendre ses causes profondes. Lesquelles causes sont généralement issues de la construction artificielle de l'ethnie, surtout au temps colonial.

En effet, à l'issue de la conférence de Berlin, le traçage des frontières en Afrique s'est fait de manière arbitraire. En clair, il n'a pas tenu compte des réalités socio-politiques précoloniales. De ce fait, le roi Léopold II s'est mis à construire un État Indépendant au Congo. Mais dans un esprit presque entrepreneurial. La première option, était de sédentariser les populations indigènes.

Sur ce point, l'histoire renseigne que de 1891 à 1949, l'administration coloniale avait tenté de regrouper les populations congolaises en les désignant par des catégories communes. C'est dans l'objectif de bien les contrôler. De ce fait, des entités homogènes vont voir le jour. Sur les formulaires et pièces d'identité figurait le nom de la tribu ou de l'ethnie.

### Des ethnies fictives en RDC

Ce phénomène prendra ainsi trois formes. C'est d'abord la création des ethnies dont la plupart n'ont pas de source archéologique et orale. C'est l'image des Bangala qui serait une construction européenne. Ensuite, la transposition des noms d'avant la colonisation à des contextes nouveaux. Enfin, la transformation d'unités politiques ou de toponymes précoloniaux en ethnies.

Finalement la population intérioriserait ces ethnies, œuvre des colonisateurs. Celle-ci en ferait un instrument idéologique de détermination sociale. Une situation qui continuerait encore à peindre l'attitude de beaucoup de congolais.

Les villes, sources du tribalisme en RDC

*« Aujourd'hui, les démons du tribalisme ont repris le dessus » – Henry Kilandi*

En effet, dans les villes, l'administration coloniale avait regroupé les indigènes sur la base de l'ethnie. Ainsi, les associations socio-tribales ont obtenu du pouvoir colonial l'autorisation de jouer le rôle d'intermédiaires.

Un modèle qui serait reproduit lorsqu'on considère la prolifération d'associations tribales. Dans le Haut-Katanga par exemple, il est fréquent d'apprendre qu'une association de ressortissants d'un coin de la province recommande des individus aux postes de responsabilité publique.

« Aujourd'hui, les démons du tribalisme ont repris le dessus. Je me dis que si n'était possible interdire la création de toutes organisations basées sur un objectif tribal » a déclaré Henry Kilandi, analyste.

Si au village l'ethnicité suppose appartenir à un système effectif de la vie journalière, dans les centres-urbains, elle a pris une autre forme. Les citadins en RDC se regroupent sur la base de la langue, ou de la façon de vivre. Et ce depuis la base de la société jusqu'au sommet.

Des frustrations psychologiques qui ne finissent pas

Un autre problème du tribalisme tiendrait aux préjugés que le pouvoir colonial aurait entretenus.

Au temps colonial, l'administration se plaisait à attribuer des étiquettes de supériorité et d'infériorité à des tribus. De façon arbitraire, les tribus supérieures étaient celles qui acceptaient les idées européennes. De ce fait, le pouvoir considérait comme inférieures les tribus qui rejetaient ces idées.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement de la RDC devrait mettre sur pied un système de réformes institutionnelles. Car il paraît rétrograde que « pour siéger au sein d'une assemblée provinciale, quelqu'un doit être originaire de la province » regrette Henry Kilanda. Alors que « le simple fait d'avoir élu domicile dans une province suffit » tranche-t-il.

La RDC compte plus de 400 ethnies. Certaines sont étrangères les unes aux autres. La pauvreté et le découpage territorial accentueraient aussi le tribalisme.

Willy Mbuyu, pour congodurable.net

## **Ils nous ont écrit : le tribalisme...**

Un étudiant congolais nous donne sa vision du tribalisme...

Pour moi le tribalisme c'est un **repli identitaire**, lorsqu'il y a exclusion ou sentiment de laisser pour compte d'un groupe. Il nous appartient donc à veiller à ce que le principe d'égalité et de partage équitable soit respecté. La meilleure façon de diviser la population c'est de recourir à la haine tribale.

En quoi un Mukongo peut-il être plus proche d'un Muluba par rapport à Muluba et Mukongo ? N'est-ce pas les relations sociales, d'amitié, de filiation, d'affaires, de mariage et le lien patriotique qui doivent nous rapprocher ? Il existe tant de prétextes utilisés par le colon pour opposer le peuple congolais, les peuples africains entre eux. Les Baluba de Kananga, et ceux de Mbuji-Mayi, les Hutus et les Tutsi au Bandundu Yaka et les Bayanji, les Kantangais et les Kasayiens. Ceci démontre une chose qu'il n'y a pas d'idéologies politiques auxquelles toutes les tribus peuvent s'identifier.

*Il est clair qu'il appartient à la nation de rester soudée, car le tribalisme ambiant n'est qu'une faiblesse dans laquelle le racisme s'engouffre aisément.*

non au tribalisme et à l'exclusion !

## **Coup de gueule... à cœur ouvert !**

Un autre écrit...

Je suis né à Kinshasa où j'ai passé quelques années de mon enfance avant d'aller vivre à l'étranger notamment au Rwanda. Je suis retourné ensuite au pays et ai vécu quelques années à Goma au Nord-Kivu, puis suis allé parfaire mes études universitaires et m'établir sous d'autres cieux notamment au Cameroun, en Suisse, en Norvège, etc.

Je ne suis jamais de ma vie allé au Katanga (Lualaba selon le nouveau découpage des provinces en RDC). On m'appelle « faux Katangais » quand je m'exprime avec mon swahili du Kivu, et on se moque de moi quand j'essaie de parler karuund avec mon accent de... je ne sais où... sûrement un mélange de partout, puisque j'utilise même parfois des expressions ivoiriennes ou camerounaises pour mieux exprimer une pensée, avec l'accent qui va avec ; ou mashi, sciemment avec l'accent shi...

Donc... Pourquoi doit-on m'imposer de dire que je suis originaire du Katanga (Lualaba), territoire de... je ne sais même pas, zone de Kapanga, village Kaninchin, district ou secteur de Mutombw-a-Tshibang, etc. etc. (je suis même confus) ; et me demander de mémoriser tous ces éléments à réciter tel un bon perroquet lors d'une éventuelle présentation, au risque de paraître ridicule, déraciné ou bête ?

Donc... Jusqu'où dans le temps ou l'espace devrais-je remonter pour établir mes origines, pensant au sempiternel débat sur l'origine de l'homme... Mon lieu de naissance qui est Kinshasa ? Ceux de mes parents (père et mère) qui sont Kaninchin et Sandoa ? De mes grands-parents que je n'ai d'ailleurs pas connus (sauf le grand-père paternel avec qui j'ai passé deux semaines avant sa mort à Kinshasa le 16 décembre 1987) ? Avant ou après l'arrivée du colon ? Avant ou après la Conférence de Berlin et le découpage du « gâteau » Afrique ? Irai-je carrément chez Adam, Eve et le Créationnisme ? Ou bien chez Darwin et son Évolutionisme ? Sinon l'autre-là et son Machin Machinisme ? (Qu'est-ce) qui en réalité décide de mes origines, pourquoi et dans quel but ?

Qu'ai-je réellement de commun avec un karuund qui est né, qui a grandi et qui vit à Kananganang au Katanga, ou un autre karuund quelque part en Zambie ou en Angola où s'étend l'empire Lunda, qui ne parle que le karuund, ne mange que les masend, les ampur et les makej, alors que moi j'adore le sushi, le riz au lait préparé à la norvégienne (risengrøt), le dongo-dongo avec les mikila ya ngombe, le fumbwa + kwanga, maharagi + birayi de Goma, mbongo-tshobi et ndole camerounais, etc. ?

Pourquoi suis-je un « faux karuund » ou un « déraciné sans repère » quand je suis né à Kinshasa et que j'aime le riz avec les madesu ya pembe batia makoso bien pimenté, simplement parce que quelqu'un veut que j'aime le kankontwe avec le matamb ya mayi mayi ezanga kutu mungwa, ou bien le bitoyo avec le ngai-ngai (que j'aime bien sûr manger avec le lituma de maman Eyenga de Kisangani) ; puisqu'il a décidé que je dois être karuund du Katanga ? Tout cela a quelle valeur ajoutée dans ma vie ou dans mon bien-être ?

Qu'ai-je de commun avec ce karuund qui ne jure qu'au nom de la Divar et de Mwant Yav, quand je ne suis ni membre de la Divar et je ne connais même pas le nom du nouveau Mwant Yav ; pour que je prétende que je suis de Kaninchin ou qu'on m'impose de dire que je viens de Mutombw-a-Tshibang, Kananganang ou de Kaninchin ?

Je suis fier de dire que je m'appelle Museng-a-M'bal Ady et que je suis ruund... Mais je suis encore plus fier de dire que mon nom est Museng-a-M'bal Ady, je suis né à Kinshasa le 18 octobre 1977 précisément à 12 h' à Lemba, de M'bal Mwinantembu Eméry et de Kur-a-Kund « a Kapend Marie, et je suis Congolais. Point barre ! Et je parle swahili, lingala, tshiluba, lunda, kinyarwanda, ewondo, français, espagnol, anglais, norvégien, et plusieurs autres langues, si ces informations peuvent être utiles...

N'allez surtout pas jusqu'à me demander mes numéros de téléphone ou les numéros des plaques d'immatriculation de mes véhicules dans ma présentation en public... Puisque je dirai que je ne les connais pas par cœur, et je ne serai pas un déraciné ou un idiot pour autant ! N'allez pas jusqu'à me demander le secteur, village de mes arrière-grand-parents ainsi que leur couleur préférée ou la peinture de leurs

chaussures, encore moins s'ils étaient animistes, catholiques, bouddhistes, athées, musulmans, mertirasses ou routaritoueurs !

### **Mon avis**

Véritable problème social, les deux compères font encore force de loi dans certaines régions du monde. Compères, vous avez déjà une perception de ce que j'en pense.

L'on nous dit qu'il existe de nombreuses différences entre le tribalisme et le racisme, mais force est de constater que ces deux formes d'injustice sociale sont basées sur la haine, que ce soit la haine pour un groupe de personnes ou la haine pour une certaine race (bien que je considère qu'il n'existe qu'une et une seule race, à savoir la race humaine).

### **Quelles sont exactement les différences entre le tribalisme et le racisme ?**

Selon différentes lectures et états de faits, le tribalisme est un groupement et une organisation des peuples en tribus. Jusque-là, rien de surprenant ni de dérangeant. La tribu serait le résultat de mêmes croyances et d'une même culture religieuse et ethnique d'un groupe de personnes qui ont décidé de se suivre. Constatez que j'écris au conditionnel. Des personnalités fortes aux croyances différentes des autres tribus engendreraient alors amitiés ou inimitiés vis-à-vis d'autres clans.

Le racisme est la croyance qu'une certaine race, généralement de la même couleur, qui tend à avoir des attributs spécifiques qui les rendent supérieurs aux autres.

Selon quelques idées circulant sur la toile, le tribalisme n'empêcherait pas un membre d'une autre tribu d'accéder à un emploi, une éducation,... Pour ma part, rien n'est moins sûr !

Quant au racisme, il tend à juger les gens par leur race et arrête tous leurs droits parce qu'ils ne sont pas d'une race "choisie". Les sociologues nous affirment que le tribalisme représente une croyance culturelle alors que le racisme représente la haine de l'autre. Là aussi, j'ai un doute sur cette "séparation" qui me paraît bien mince.

### **Une différence, vraiment ?**

Vous aurez aisément compris que, personnellement, je pense que le tribalisme et le racisme vont de pair, même si la définition du racisme oppose des couleurs de peau. Ces dernières années, nous avons pu constater qu'un racisme "intracouleur" existait également.

### **Des solutions ?**

Toujours de mon point de vue, je n'en vois qu'une, mais elle ne semble pas être suffisante.

### **Chercher à connaître l'autre.**

Nul besoin de disserter sur la diversité et sa une richesse. Chercher à connaître l'autre en s'enrichissant de sa culture nous permet de voir l'homme et non ce qu'il représente. Vous verrez alors qu'il y a plus de points de convergence que de divergence entre vous. Faut-il encore le vouloir, surtout lorsque l'on est ancré dans un système qui avilit l'homme avant de l'émanciper.

**JE DIS NON AU TRIBALISME ET À TOUTES FORMES DE "MISE EN BOÎTE" ET D'EXCLUSION !**



# LA CORRUPTION

## La corruption, fléau mondial ?

En mode réflexion sur la corruption, nous nous sommes permis de reprendre un texte du béninois Cosme Zinsou Quenum. Nous l'avons quelque peu édulcoré afin de faciliter la lecture au plus grand nombre (sic).

Si le dicton dit que “les dons renforcent l'amitié”, aucune région du monde n'est à l'abri des dangers de la corruption. Il s'agit d'un type de relation humaine particulier qui épouse une dimension universelle.

Le processus repose sur un accord entre deux personnes l'une le corrupteur aspire à des avantages sollicitant le service de l'autre, le corrompu qui espère recueillir le fruit indu de la prestation (rétribution, argent, cadeau, plaisir etc...). Des deux côtés, il y a compensation de la demande et de l'offre même si les valeurs reconnues à l'interaction ne s'équivalent pas au terme de l'échange.

« La corruption est une rétribution illicite ou tout autre comportement à l'égard des personnes investies de responsabilité dans le secteur public ou le secteur privé qui contrevient aux devoirs qu'elles ont en vertu de leur statut d'agent d'Etat d'employé du secteur privé, d'agent indépendant ou d'un autre rapport de cette nature et qui vise à procurer des avantages indus de quelque nature qu'ils soient pour eux-mêmes ou pour un tiers”. – Conseil de l'Europe.

Cette définition semble la plus exhaustive dans la mesure où elle embrasse les détails importants sur la nature du phénomène en mettant l'accent sur des notions qui posent le caractère juridique en vertu duquel il faut recourir à une désapprobation morale et à une sanction pénale. Ces expressions sont : “rétribution illicite”, “personnes investies de responsabilité”, “qui contrevient aux devoirs” “procurer des avantages indus” etc.

L'UNESCO, quant à elle, a étudié plus particulièrement la **corruption dans l'éducation**. Elle la définit comme “une utilisation systématique d'une charge publique pour un avantage privé qui a un impact significatif sur la disponibilité des

biens et services éducatifs et, en conséquence sur l'accès, la qualité ou l'équité de l'éducation".

### **La corruption dans les coulisses de la société**

La cause profonde : L'attrait du gain facile est-il le facteur premier déterminant la cause fondamentale de la corruption ? Celle-ci révèle-t-elle purement et simplement la nature immorale des personnes vénales ?

Au départ, on éprouvait la difficulté de situer la frontière entre le réel et l'incertain parce que faisant don à quelqu'un, on lui fait plaisir et on se fait plaisir à soi-même sans ressentir aucune contrainte. A présent, il se trouve que la corruption apparaît chaque fois que la frontière entre la logique administrative d'intérêt général et la logique économique d'intérêt privé s'estompe, disparaît et s'opère progressivement chez ceux qui sont liés par le respect des lois de la fonction publique l'adoption du sens des affaires dicté par l'esprit de la réussite et de l'enrichissement. C'est donc la contagion exercée par le secteur privé gagné par une forme de libéralisme excessif qui commande le goût de lucre qui incite à la corruption. Ainsi l'enrichissement est la notion-clé qui encourage la corruption et assiste-t-on au passage des moins au plus. Les gens du premier camp l'acceptent parce qu'elle facilite les choses, leur permet de profiter de passe-droit. Ceux du second, les entrepreneurs privés justifient le versement de sommes importantes aux dirigeants politiques du Tiers-Monde par la nécessité de favoriser la balance commerciale. Ce processus accroît la corruption dans ce pays où les entreprises occidentales tentent de s'assurer de gros profits sur les richesses naturelles de ces derniers.

### **La corruption, entrave à la liberté démocratique**

En démocratie, le peuple est sollicité pour participer à la vie politique c'est-à-dire qu'il est appelé à prendre part aux manifestations de la chose publique : » La res publica », la république. En d'autres termes, la démocratie n'est possible ni en monarchie ni en despotisme ; elle n'est applicable qu'en République. Qu'en est-il alors du concept d'égalité reconnue à la démocratie et à la république ? En démocratie, le peuple ne prête son concours que par le biais des élections où il contribue à déléguer ses pouvoirs à ses représentants élus selon le principe de la

majorité arithmétique ou majorité acquise par le candidat élu sur la base des données calculées, ce qui sous-entend que par son accord, il acquiesce au principe de la liberté démocratique. La République quant à elle, pose le principe de l'égalité juridique de tous les citoyens dans la gestion de la chose publique (égalité dans la liberté, dans la sécurité, dans l'éducation, dans le civisme etc....). Dès lors, toute tentative de corruption au sein du régime démocratique porte atteinte au principe fondamental de la démocratie, l'égalité d'accès des citoyens aux marchés, aux emplois, aux services publics sans autres considérations que la capacité, le mérite, la compétence.

La corruption décrédibilise l'égalité légale acquise au sein de la République pour le compte de la liberté des citoyens et qui devient ainsi l'expression de la liberté consignée dans l'euphorie des groupes sociaux et suppose donc un équilibre que risquent toutefois de perturber les inégalités sociales. La plupart des fonctionnaires corrompus sont souvent de rang modeste. Citons des exemples révélateurs comme le gardien de prison qui facilite les contacts des détenus avec l'extérieur, l'agent de la préfecture de police empreint de favoritisme à l'égard d'un individu en quête des documents nécessaires à la libre circulation sur le territoire qu'il habite.

A vrai dire, l'activité des hommes est sociale dans la mesure où du fait de la signification subjective que l'individu lui attache elle tient compte du comportement des autres et en est affectée dans son cours. Le choix de la profession serait déterminé par les particularités mentales que conditionnent le milieu et le type d'éducation reçue. La question véritable est de savoir de quelle éducation il s'agit : celle reçue au sein de sa famille ou celle dispensée dans la masse ? Celle-ci peut être diversement appréciée, soit qu'elle se confond avec la première, soit qu'elle prend un caractère civique. Mais que dire de l'idéologie empruntant les contours d'une éducation de masse à laquelle on donne habilement les traits d'une éducation civique ?

Il s'agit, en fait, d'opinions toutes faites semblables à des clichés, et qui peuvent être mécaniquement répétées sans avoir de fondement dans la réalité objective. Parfois ces représentations stéréotypées que l'individu ne reçoit pas de son expérience personnelle mais du milieu ambiant qui les lui communique inconsciemment pour en

faire des certitudes inébranlables finissent par entrer en conflit avec l'éducation familiale.

Mais si la démocratie prône la vertu, la sagesse et une large part à la liberté, quel moyen propose-t-elle pour l'éradication de la corruption ? Le sociologue Max Weber avait établi un lien étroit entre la corruption et la démocratie laissant entendre par là l'apparition de professionnels de la politique qui vivent « de la politique » et non pas « pour la politique ». Apparemment, il semblerait que les hommes neufs, issus de milieux modestes sont sensibles à la corruption car ils y voient un instrument de rapide mobilité, voire d'ascension sociale. Mais n'est-il pas plus difficile de prouver la corruption dès lors qu'il n'y a pas d'échanges monétaires directs ce qui est plutôt le cas dans les affaires de corruption de haut vol ?

C'est donc un malaise, un fléau qui menace le monde et son caractère universel dénote l'incurabilité d'une maladie qui fait corps avec notre vie sociale au point qu'on est enclin à croire qu'elle est innée en nous. On dirait que le créateur avait maudit le genre humain en mettant à l'épreuve son intelligence si souvent mise à l'œuvre dans ses multiples tentatives de domination du monde scientifique. Les hommes font certes l'histoire mais ne pas éradiquer au niveau de leur intelligence un drame qui secoue les sociétés du monde semble un défi lancé à leur propre destinée.

La pire des corruptions, c'est d'abord le viol des foules. On adule le peuple et tout en abusant de sa bonne foi, on lui demande la permission tacite de parler en son nom et au nom de ses intérêts, puis on l'intègre à un système de participation de la vie politique comme pour lui dire qu'il est concerné au premier chef et qu'il peut traverser aisément le cap de ses vicissitudes pour retrouver son bien-être alors qu'il est réduit par psittacisme à proférer des slogans incantatoires qui lui donneront le droit au consentement de se taire devant les égarements amusés de la souveraine révolution. Allez donc confier au chef ou guide que tel ou tel a détourné des fonds publics, il vous répondra : « avez-vous perdu de l'argent ou quelque chose ? Allez porter plainte ! ». Les vannes ainsi ouvertes la corruption est légitimée. Dans les bureaux de l'administration, on accueille avec bienveillance et d'une main facile les dessous de table. Aux carrefours des rues, sur les grands axes routiers, on rançonne les conducteurs, les chauffeurs de taxis ou de camions. Osez protester, s'il vous

plaît ! Des gendarmes ou des gardes de la sécurité routière rétorqueront : « là-haut, on mange à la cuillère ; ici nous nous contentons d'une simple fourchette. Si vous n'êtes pas d'accord, allez vous plaindre à qui de droit ».

Les pays industrialisés ont leur part de responsabilité souligne Transparency International. « Ils n'ont aucune raison de faire preuve de complaisance, car l'utilisation de pots-de-vin et la facilitation de la corruption sont souvent le fait d'entreprises basées chez eux ».

# POLITIQUE

## 2023

L'échéance RDC 2023 approche, ça sent déjà l'éruption communicationnelle dense, intense, mais trop souvent empli de fakenews, de discours de haine, de divisions sociales, de... diviser pour mieux régner avec tous les dangers que cela comporte. A coups de slogan aussi tel « le peuple d'abord »... Le web, (nouvel) outil de communication, n'est pas en reste.

Une bonne communication est celle qui permet d'inspirer confiance aux électeurs tout en parvenant à leur faire partager les grilles d'analyse du candidat. Le « Quand dire, c'est faire » (1962) de John Austin, philosophe anglais, serait la solution ?

Quelles sont les stratégies adoptées ?

La stratégie des gouvernants : un gouvernement dispose au début de son mandat d'un état de grâce favorable, mais il subit, tôt ou tard, un effet de backlash, c'est-à-dire un choc en retour lié aux désillusions engendrées. Pour limiter la perte de crédibilité, les gouvernants peuvent alors miser sur leur meilleure connaissance des tendances fortes qui se font jour à l'intérieur du pays. Ils sont en effet mieux placés pour anticiper les évolutions à venir. Ils peuvent ainsi mettre en avant la cohérence de leur projet politique ;

La stratégie des opposants : par nécessité tactique, ils ont plutôt tendance à exacerber les attentes et les exigences, à surenchérir sur les espérances à faire naître. Ils doivent souligner les mécontentements. Mais plus leurs propositions sont ambitieuses et plus la déception des citoyens risquent d'être fortes à l'issue de leur mandat s'ils ne parviennent pas à répondre aux espérances soulevées.

Pour en revenir aux slogans, s'ils exhortent, frappent les esprits sont-ils à la hauteur du principe de John Austin révélé ci-avant ?

## **Papa alobaki, le peuple d'abord !**

Ce slogan est lancé partout et à qui veut l'entendre. Projet de société comme aimait à le dire feu Etienne Tshisekedi ? Un slogan pure et simple ? Un appel à la solidarité ?

Le peuple d'abord, ce devrait être une vie consacrée au peuple Congolais, la résurgence d'un nationalisme bienveillant, une réalité d'égalité des chances, une liberté publique, une démocratie tournée vers le progrès social.

*Force est de constater qu'actuellement « Le peuple d'abord », c'est un cri, un souhait qu'il est décidément difficile d'entendre et d'appliquer pour certains.*

Promouvoir une société solidaire, c'est assurer l'enseignement gratuit pour tous, c'est améliorer la condition des enseignants en leur donnant les moyens, c'est faire en sorte que les bâtiments scolaires puissent accueillir les enfants dans de bonnes conditions, c'est ce que l'on veut qu'elle soit également.

Cette société solidaire devrait, notamment, assurer à chacun l'accès aux soins, à l'eau, à l'électricité, au logement, à la sécurité. Une société solidaire, c'est aussi se projeter dans un avenir où les richesses du pays serviraient, en priorité, au peuple et non aux multinationales étrangères ou à quelques nantis. Cette société devrait aussi lavée du tribalisme, des chefs de guerre, des intérêts malveillants de quelques-uns.

« Le peuple d'abord », le chemin semble encore long !

## L'AVENIR

**RDC : il est grand temps !**

RDC : il y a tant...

... d'initiatives, d'entrepreneurs locaux qui mériteraient un coup de pouce de l'État au niveau de l'exportation afin de contrebalancer l'importation et ainsi redorer le blason et du pays, mais surtout de l'économie. À quand un label RDC et une aide du Gouvernement quant à l'obtention d'autorisations d'exportation ?

... de choses à faire pour rendre ses lettres de noblesse au niveau scolaire et ce ne sont pas des photos de réunionites aigües qui feront avancer le schmilblick. Une participation des enseignants de terrain me paraît indispensable. À quand une information à la population des idées proposées ?

... d'urgences que l'on zappe pour un meilleur confort personnel au nom du creux slogan « le peuple d'abord ». À quand le passage des promesses aux actes ?

... de réelles possibilités de pouvoir dire non aux bailleurs de fonds pour qui l'intérêt n'est pas le pays et sa population, mais bien les richesses de son sous-sol. À quand le moment où le non ne devra plus se justifier ?

... de fariboles qui noient le poisson qu'on doute de plus en plus de la volonté des uns et des autres de sortir le pays du marasme dans lequel il siège depuis trop longtemps. À quand, oui, à quand une véritable prise de conscience suivie d'actes pour que l'on en revienne à l'essentiel ?

... d'eau au pays pour que chacun puisse en disposer, qu'elle puisse alors faire en sorte que l'électricité soit également accessible à tous. À l'eau, quoi ! À quand les actions « potables » en ce sens ?

Il y a tant, il y a tant... et le temps passe...